

Journal de Syrie

N° 47 du 28.03.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Silvia Cattori : La ville de Homs "sous un déluge de feu" le 23 mars ?

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Gilles Munier : 13 officiers français prisonniers en Syrie ?

1-2 Mireille Delamarre : [Syrie : Enjeux Géostratégiques.](#)

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 Communiqué de Husein Nemer, premier secrétaire du Parti communiste syrien (unifié)

2-2 Ilyess : Syrie : le chirurgien qui revient de l'enfer.

2-3 Il y avait deux réunions à Tunis..

2-4 Nadia Khost : Qui est responsable des crimes en Syrie ?

3 Géopolitique et stratégie –

3-1 Alain Gresh : « Il faut s'interroger sur les intérêts de l'Arabie Saoudite et du Qatar dans l'aide à l'opposition syrienne ».

3-2 Bill Van Auken : Hillary Clinton et les crimes de guerre au Moyen-Orient.

3-3 [Pepe Escobar](#) : [Pourquoi le Bahreïn n'est pas la Syrie.](#)

3-4 [Ahmed Manaï, observateur de la Ligue Arabe en Syrie, accuse...](#)

3-5 Petit traité de stratégie moyen-orientale. : Lettre à un ami au sujet des événements actuels en Syrie.

4 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

4-1 Mohamed Bouhamidi : Guerres de reconquête et de contrôle des routes de l'énergie.

4-2 Vladimir Poutine explique sa politique étrangère

Tiré à part

Silvia Cattori : La ville de Homs "sous un déluge de feu" le 23 mars ?

Selon le journaliste Jérôme Bastion la ville de Homs a été bombardée le 23 mars 2012 ; et elle serait assiégée, coupée du monde, privée de communication avec l'extérieur, depuis début février. Selon un témoin interrogé par Silvia Cattori il n'y aurait eu aucun bombardement à Homs le 23 mars.

Qui dit vrai ? A chacun de juger.

Au journal de 18 heures du 23 mars de radio France culture [1] nous avons appris que, la ville de Homs avait été bombardée par les troupes gouvernementales le jour même. Ceci se fondant sur ce que rapportait Jérôme Bastion d'un habitant de Homs interrogé le jour même par communication satellite. Nous avons tout de suite contacté l'un de nos correspondants qui habite dans le quartier Akrama à Homs. Premier constat. La ville de Homs ne serait pas encerclée ni privée de communication avec l'extérieur. Elle est atteignable par un simple téléphone.

Deuxième constat. Homs n'aurait pas été bombardée par l'armée nationale le 23 mars ni les jours précédents.

Un habitant de Homs [non associé à la rébellion] répond à Silvia Cattori le 23 mars à 19 heures.

« Nous n'avons entendu aucun bruit. Il n'y a eu aucun bombardement aujourd'hui. Tout est calme. Je suis sorti voir des amis. Homs n'est pas encerclée, toutes les routes sont ouvertes. Les gens peuvent quitter Homs sans problème. Ma mère est allée à Damas il y a une semaine. Depuis plusieurs semaines nous vivons en sécurité. L'armée ne bombarde pas. Ce sont les milices de la soi-disant « Armée syrienne libre » (ASL) qui continuent de tuer des militaires et des civils. Encore aujourd'hui un soldat a été tué. Je le sais car il habitait mon quartier ».

« Depuis que notre armée a réussi à déloger les milices à Baba Amro et à reprendre les choses en main [l'armée a levé le siège début mars], les gens reviennent chez eux dans les quartiers qui étaient presque vides. L'insécurité demeure dans trois quartiers, notamment à Khaldiyyeh, où l'armée nationale continue de pourchasser les milices qui maintiennent en otage de nombreuses familles. Mon oncle qui avait été kidnappé il y a deux mois est revenu hier à la maison très mal en point, très éprouvé, mais s'estimant très chanceux. Il est à l'hôpital. De nombreuses autres personnes enlevées ne sont pas revenues et les familles sont sans nouvelles d'elles . »

Compte rendu de France culture retranscrit par nos soins

« Homs, toujours bombardée depuis des semaines car il s'agit de l'épicentre de la contestation. Jérôme Bastion a recueilli le témoignage d'un habitant qui habite aux abords de Khaldiyyeh au nord de la ville où l'armée concentre ses attaques. Comme beaucoup cet homme cherche à fuir la ville. Depuis les semaines de l'assaut lancé contre Baba Amro, la ville de Homs a été coupée du reste du monde, privée de communication. Juste ce matin grâce à une communication satellite cet habitant dit que l'armée continue de pilonner la ville près de chez lui ».

La traduction du témoignage de l'habitant interrogé par Jérôme Bastion :

« La situation est pire qu'auparavant. Les bombardements aujourd'hui sont d'une intensité incroyable, ça tombe de partout ; ils utilisent toute sorte d'artillerie, la plupart du temps des chars modèle T72, mais aussi souvent des roquettes. On manque de tout, la ville est encerclée...il n'y a aucun moyen de sortir d'ici...Les bombardements continuent de faire des blessés par dizaines... » [2]

Conclusion

La presse internationale depuis le début des troubles en Syrie ne s'appuie que sur des sources liées à l'opposition islamiste, notamment l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) et les Comités locaux de coordination (LCC). Elle ne vérifie pas l'authenticité des informations qu'ils livrent ; elle ne prend jamais en compte le point de vue des victimes des exactions commises par les opposants islamistes armés. En n'attribuant les exactions qu'aux forces de Bachar el-Assad les journalistes participent d'une propagande -comme on l'a vu en Irak et en Libye- qui conditionne l'opinion publique de manière à justifier une intervention extérieure. [3]

25 mars 2012 | Thèmes (S.Cattori) : [Rôle des médias Syrie](#)

URL de cet article :

<http://www.silviacattori.net/article3018.html>

Silvia Cattori

[1] *France Culture*, 23 mars. Retranscrit plus bas par nos soins.

Voir également l'article de Jérôme Bastion paru le lendemain, 24 mars, reprenant ce qu'il a été rapporté sur *France culture* : « En Syrie, Homs, coupée du monde, reste sous un déluge de feu », *RFI*, 24 mars 2012.

<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20120324-syrie-homs-coupee-monde-subir-deluge-feu>

[2] Un habitant de Homs (situé dans un quartier contrôlé par les rebelles) joint par communication satellite le 23 mars matin, répond à Jérôme Bastion. *Le Monde* n'est pas en reste. Le 23 mars 2012 il rapporte, sans le mettre au conditionnel, ce que dit une source non fiable : « *Homs, autre place forte des rebelles, deux civils ont été tués par des tirs de roquette de l'armée sur le quartier de Bab Sbaa, selon l'OSDH* ».

[3] Selon le politologue Pierre Piccinin « *Les événements de Syrie constituent un cas d'école extrême de désinformation médiatique, peut-être plus encore que la guerre du Golfe de 1991, voire même que la guerre de Yougoslavie, dans les années 1990', ou celle d'Irak de 2003, ou que l'intervention atlantique en Libye en 2011.* »

<http://www.pierrepiccinin.eu/article-syrie-desinformation-massive-100255439.html>

<http://www.silviacattori.net:80/article3018.html>

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Gilles Munier : 13 officiers français prisonniers en Syrie ?

On sait depuis longtemps que des officiers français entraînent l' « *Armée syrienne de libération* » (1) au Liban et/ou en Turquie, et que cette organisation d'opposants armés a pignon sur rue à Paris (2). Le bruit courait que des officiers français intervenaient en Syrie et, dernièrement, que certains avaient été faits prisonniers, mais l'information était sujette à caution. En ces temps de guerre médiatique, ce genre de nouvelle est toujours à prendre avec des pincettes, d'autant que le nombre des militaires français détenus n'était pas crédible. Kassem Kanso, un politicien libanais pro-syrien, affirmait que 18 officiers français et 100 parachutistes français avaient été capturés...

On se disait aussi que Nicolas Sarkozy, en campagne pour sa réélection, n'avait pas intérêt à risquer la vie de militaires français en Syrie, même de la DGSE, dans des opérations foireuses. Hé bien, il semblerait qu'il l'ait fait.

Stratfor, l'agence de renseignement privée étasunienne, a cautionné l'annonce faite par le quotidien de Beyrouth *The Daily Star*, qu'environ 13 officiers français ont été capturés à Homs et sont détenus dans un hôpital de campagne de l'armée syrienne (3). Si l'information est confirmée – *le conditionnel est toujours de rigueur* - l'affaire serait d'une extrême gravité. La France n'ayant pas déclaré la guerre à la Syrie, ces militaires ne pourraient pas être considérés comme des prisonniers de guerre. Quel sort les autorités syriennes leur réserveraient-elles? Négocie-t-on en coulisse ?

Si leur capture est confirmée, la campagne présidentielle risque d'être houleuse ces prochaines semaines. (1) Une intervention « *limitée* » préparée par l'OTAN en Syrie, par Claude Angeli (*Le Canard Enchaîné* - 23 /11/11)

(2)Grossière manipulation sarkoziste éventée

<http://www.france-irak-actualite.com/article-grossiere-manipulation-sarkoziste-eventee-gilles-jacquier-a-ete-tue-par-l-opposition-armee-syrienn-97606456.html>

(3) Syria: 13 French Officers Being Held In Homs (*Stratfor info* – 5/3/12)

Mardi 6 mars 2012

Sur le même sujet, lire aussi: La Syrie, prochaine cible de l'Otan (4/4/11)

<http://www.france-irak-actualite.com/article-la-syrie-prochaine-cible-de-l-otan-70958591.html>

1-2 Mireille Delamarre : [Syrie : Enjeux Géostratégiques.](#)

La Route Terrestre De L'Or Noir Moyen Oriental Passe Par Homs Sans Assad

A Damas - Balkaniser la Syrie

15 Février 2012

Les puissances coloniales occidentales veulent contrôler toutes les voies d'acheminement du pétrole moyen oriental en réduisant l'utilisation des voies maritimes - Détroit d'Hormuz, Canal de Suez - au profit de pipelines terrestres jugés plus facilement contrôlables. La Syrie offre une ouverture stratégique sur la Méditerranée/UE la ville d' Homs pourrait ainsi devenir un important nœud pétrolier. Renverser le régime d'Assad pour installer comme en Libye des Islamistes/Frères Musulmans /Al Qaeda reconvertis à l'idéologie des pétro dollars est donc devenu une priorité.

La sécurité de l'acheminement par voies maritimes du pétrole moyen oriental ébranlée

Les tensions avec l'Iran menacée par une attaque israélienne autorisée par Washington sont facteurs d'insécurité pour le Détroit d'Hormuz où transite 17 millions de barils de pétrole par jour provenant majoritairement des Pays du Golfe, D'Irak, mais aussi d'Iran. Dans le cas d'une attaque contre l'Iran, des représailles iraniennes viseraient également cette voie d'acheminement.

L'activité des pirates somaliens s'est étendue bien au-delà de la Somalie dans la Mer Rouge une mer fermée facilement blocable et minable en cas de conflit armé. L'Arabie Saoudite qui construit un pipeline terrestre avec terminus sur la Mer Rouge l'a bien compris.

Le Yémen est situé dans une position clé avec le Détroit de Bab-el-Mandab qui sépare la péninsule arabe de la Corne d'Afrique. Les dictatures monarchiques du Golfe y ont imposé leur règlement aux conflits armés internes mais la situation est loin d'être stabilisée les mouvements séparatistes du Sud comme du Nord les plus hostiles aux Saoudiens n'ont pas dit leur dernier mot.

En Egypte l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans et des Salafistes après leur triomphe aux législatives n'est pas non plus un gage de stabilité car l'armée égyptienne au pouvoir depuis des décennies ne va certainement pas abandonner tous ses privilèges de l'époque Moubarak d'où des conflits internes en perspective.

L'acheminement du pétrole moyen oriental en direction de l'Europe se fait via le Canal de Suez qui peut facilement se retrouver bloqué si un maxi tanker transportant du pétrole est attaqué et coulé ne serait ce même qu'à son entrée. Dans l'hypothèse d'un tel scénario les tankers seraient alors obligés de parcourir 9600KM pour contourner l'Afrique et livrer leur or noir moyen oriental. Les stratèges occidentaux ont encore en mémoire la fermeture du Canal de Suez ordonnée par Nasser en 1957 ses conséquences sur le trafic pétrolier et le prix du brut.

La Route Terrestre de l'Or Noir bénéficie donc d'une attention toute particulière des puissances coloniales occidentales leurs larbins turcs et des dictatures monarchiques du Golfe et de leurs stratèges militaires qui déploient leurs troupes selon un plan de protection de celle-ci et mènent des guerres pour assurer leur domination de cette Route Terrestre de l'Or Noir n'hésitant pas à renverser des régimes et ou mener des guerres d'occupation.

Des voies terrestres pour l'acheminement de l'or noir moyen oriental

La principale raison pour les puissances occidentales de chercher par tous les moyens à renverser le régime de Bashar Al Assad y compris en armant entraînant aidant logistiquement et finançant des islamistes et autres mercenaires d'Al Qadea et consorts c'est qu'Assad reste avec l'Iran le Hezbollah au Liban le Hamas en Palestine les seuls adversaires de taille redoutable contre l'hégémonie juive sioniste au Moyen Orient.

Néanmoins d'autres considérations géostratégiques économiques en lien direct avec l'acheminement du pétrole moyen oriental font également partie de ces ingérences violentes génocidaires par proxys interposés contre le peuple syrien comme elles l'avaient été contre le peuple irakien.

L'insécurité des routes maritimes d'acheminement de l'or noir moyen oriental a donné naissance à des plans cartographiés visant à développer des routes terrestres d'acheminement considérées comme plus sûres parce que plus facilement défendables.

S'il suffisait auparavant d'occuper militairement un pays comme l'Afghanistan, l'Irak pour se faire le coût de telles opérations militaires vouées à l'échec et leur impopularité croissante dans les opinions publiques nationales et l'opinion publique mondiale ne peut plus être assumé par ces puissances

occidentales coloniales US en tête au bord de la faillite. Elles ont donc désormais recours à des supplétifs qui s'emparent du pouvoir par les armes violent tout principe démocratique précédemment même appliqué à minima tout en revendiquant cyniquement et cruellement vouloir instaurer dans ces pays convoités la démocratie.

C'est ainsi qu'on aide des imposteurs sans foi ni loi pour la plupart importés facilement soudoyables qu'on pourra le moment venu éliminer si tant est qu'ils ne le fassent pas d'eux-mêmes en s'entre tuant comme c'est le cas en Libye en ce moment - peu importe pourvu que le pétrole coule à flot - en les qualifiant de terroristes dans une « guerre contre le terrorisme » renommée « guerre indéfinie ».

La Syrie de par sa situation géographique tournée à l'Est vers des pays producteurs de pétrole et à l'Ouest bénéficiant d'une ouverture maritime et terrestre vers l'Europe grande consommatrice d'or noir moyen oriental est désormais dans la ligne de mire.

Cette recherche de nouvelles voies d'acheminement du pétrole n'est pas nouvelle. Déjà en 2003 peut après l'invasion de l'Irak par les US ses supplétifs de l'OTAN et associés le Pentagone a fait réaliser une étude de faisabilité portant sur la réhabilitation du pipeline Mossoul Haïfa (voir carte ci-dessous) utilisé par les Britanniques en 1935 fermé en 1948 après l'auto proclamation de l'état juif sioniste en lieu et place de la Palestine. Cette étude a conclu à son infaisabilité du principalement au fait qu'il serait sujet à des attaques multiples compte tenue de la main mise d'Israël sur une partie de son trajet une préoccupation largement corroborée par les attaques incessantes contre le gazoduc reliant l'Egypte à Israël approvisionnant aussi la Jordanie.

Un méga pipeline venant des dictatures monarchiques du Golfe via l'Irak Homs Tartous direction la Turquie l'UE

Il existe déjà des pipelines en Syrie qui elle-même produit du pétrole mais ceux-ci sont de taille réduite comparés aux principales voies d'acheminement maritimes tels le Détroit D'Hormouz et le Canal de Suez. L'alignement de la Syrie depuis des décennies sur Moscou a toujours été perçu par les dictatures monarchiques du Golfe comme une menace à leur or noir.

Des études ont déjà été réalisées portant sur la construction d'un méga pipeline d'Irak en Syrie avec une possible extension d'un côté vers les monarchies du Golfe et de l'autre une partie immergée débouchant en Turquie direction l'Europe. On comprend dès lors le positionnement de la Turquie d'Erdogan vis-à-vis du régime d'Assad et ses multiples initiatives pour le renverser. Des Frères Musulmans proche d'Erdogan au pouvoir à Damas seraient un atout majeur pour la Turquie qui brigue le rôle de nœud pétrolier central pour approvisionner - et faire chanter - l'UE qui elle essaie de desserrer l'emprise russe sur sont approvisionnement énergétique.

Quel tracé pour ce méga pipeline Pays du Golfe Irak Syrie ? Rien pour l'instant n'a été définitivement arrêté. Il y a peu de chance qu'il passe par Damas trop au Sud s'il doit déboucher sur la Méditerranée.

La ville d'Homs plus au Nord proche du port de Tartous pourrait ainsi devenir un nœud pétrolier majeur pour l'or noir moyen oriental. Le port de Tartous a été réaménagé par les Russes pour accueillir des navires de guerre en eau profonde nécessaire aussi pour le mouillage de certains tankers. Tartous pourrait ainsi devenir un port pétrolier avec un double débouché maritime et un autre immergé direction la terre ferme de Turquie. D'où les combats actuels des islamistes et autres mercenaires pour conserver le contrôle de la ville d'Homs avec en arrière pensée de s'emparer de Tartous le moment venu si la situation en Syrie se détériorait au point que Moscou décide de rapatrier ses nombreux ressortissants résidant en Syrie en utilisant notamment ses navires de guerre.

Reconvertis à l'idéologie des pétro dollars ces groupes terroristes contrôlés principalement par les Frères Musulmans - bien que ceux-ci se tiennent dans l'ombre comme cela a été le cas lors du « Printemps arabe » en Egypte mais prêts à s'emparer le moment venu du pouvoir - sont prêts à kidnapper assassiner

massacrer quiconque se met en travers de leur chemin qui mène aux royalties touchés sur le transit de l'or noir moyen oriental.

L'Administration Obama vient de déclarer qu'elle va consacrer 800 millions de \$ pour aider le «Printemps Arabe» c'est-à-dire les pays tombés sous le dictat islamiste des Frères Musulmans et autres extrémistes grâce à la contre insurrection organisée par les Saud et le dictateur putschiste du Qatar Al Thani en accord avec Washington Paris Londres ect.. . Une Syrie sans Assad pourrait avoir sa part du gâteau les terroristes islamistes et autres mercenaires à la solde du Qatar et de l'Arabie Saoudite le savent.

Les dirigeants rapaces du Qatar et de l'Arabie Saoudite ont fait à plusieurs reprises des déclarations affirmant vouloir développer une voie d'acheminement alternative à celle passant par le Détroit d'Hormouz privilégiant la voie terrestre. Nul doute que leur bellicosité vis-à-vis du régime de Bashar Al Assad est aussi alimentée par cette perspective qui leur permettrait d'économiser en assurances transport des milliards de pétro dollars.

D'autre part ces dictatures monarchiques du Golfe n'ayant pas réussi à maintenir au pouvoir leur homme de paille Saad Hariri au Liban ni à détruire la résistance libanaise du Hezbollah lors de la guerre menée par Israël en 2006 qu'elles ont applaudie alors même qu'elle ravageait le Liban massacrant de nombreux civils innocents , pour elles et leurs donneurs d'ordre et protecteurs occidentaux le Liban ne peut actuellement faire partie de ce projet de méga pipeline terrestre en direction de l'UE même si des plans existent déjà pour cela (voir carte ci dessous) Tripoli servant comme Tartous d'ouverture sur la Méditerranée.

L'Egypte exportatrice de gaz naturel voit d'un très bon œil la construction d'un gazoduc en direction de la Turquie via la Syrie. Son acharnement au sein de la Ligue Arabe contre la Syrie d'Assad n'est pas seulement lié à la fulgurante ascension - aidée par les agitateurs égyptiens et américains payés grassement par le département d'état US via des ONG corrompues - des Frères Musulmans. L'Egypte défend aussi à la fois sa position régionale et ses intérêts économiques plus précisément les intérêts d'une élite arabe toujours prête à se vendre et vendre son pays pour s'enrichir sur le dos du peuple égyptien dont la situation économique ne fait qu'empirer. C'est sur ce terreau de profonde misère que les extrémistes musulmans les Frères Musulmans et les Salafistes cultivent leur putsch «soft» politique.

La Jordanie qui n'a pas de pétrole ni les moyens de financer la construction d'un pipeline pour s'approvisionner directement c'est elle aussi ralliée aux dictatures monarchiques du Golfe contre la Syrie d'Assad espérant ainsi bénéficier du méga pipeline pour acheminer le pétrole moyen oriental. (voir carte ci dessous).

Chasser les Russes de Tartous est aussi devenu une priorité dans le cadre de ce grand projet de nouvelle «Route Terrestre de l'Or Noir» moyen oriental au bénéfice de la Turquie et des US/OTAN qui considèrent comme hostile la présence de troupes russes dans ce port syrien en Méditerranée. Réduire aussi l'influence russe dans le domaine de l'approvisionnement énergétique de l'UE grâce à ce mega pipeline transportant l'or noir moyen oriental via la Syrie/Turquie fait aussi partie des objectifs. La Turquie d'Erdogan s'y emploie multiplie donc les initiatives pour faire tomber le régime de Bashar Al Assad fidèle allié de Moscou afin d'assurer sa domination géostratégique et économique dans la région confrontée aussi à la montée en puissance de l'Iran.

A défaut de renverser Assad couper la Syrie en deux pourrait aussi être l'ultime option de ces supplétifs islamistes vendus aux dictatures monarchiques du Golfe et aux puissances coloniales occidentales en prévision de la construction de ce méga pipeline pour acheminer l'or noir moyen oriental. Assad serait alors relégué à Damas sans ouverture sur la Méditerranée ni perspective économique viable à la merci d'une attaque israélienne ou réduit à manger les pommes du Golan syrien occupé*.

La Balkanisation de la Syrie en états croupions soumis à la dictature des pétro dollars des élites

occidentales et des monarchies du Golfe est l'une des visées de cette insurrection armée fomentée de l'étranger sous couvert de manifestations pacifiques pour réclamer des réformes. La majorité des Syriens attachés à leur patrie l'ont bien compris qui continuent envers et contre tous de soutenir Assad.

* Les seuls "échanges économiques" entre Israël et la Syrie ce sont les exportations vers Damas de pommes produites par les Druzes du Golan syrien occupé qui font concurrence sur le marché intérieur aux pommes juives sionistes produites par les colons installés après la guerre de 1967 sur le Golan (kiboutz Merom Golan, El Rom Ein Zivan etc...). La "générosité" "l'ouverture" du régime juif sioniste sont toujours éthno orientées.

Mireille Delamarre

15 Février 2012

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 Communiqué de Husein Nemer, premier secrétaire du Parti communiste syrien (unifié) .

Nous tenons à vous présenter une brève analyse des événements successifs qui se sont déroulés dans notre pays, la Syrie, afin de mettre en lumière certains faits, d'une part, et tordre le cou à certains mensonges montés de toute pièce et médiatisés par la propagande impérialiste visant la Syrie.

Depuis que les événements ont commencé en mars dernier, des dizaines de chaînes de télévision en Amérique, en Grande-Bretagne et en France, certaines chaînes dans le monde arabe, et des centaines de sites internet ont travaillé d'arrache-pied pour falsifier la réalité sur ces événements, en tout cas pour l'opinion publique mondiale, avec des programmes spécifiques diffusés en ce sens, jour et nuit.

Le président Américain fait des déclarations quotidiennes comprenant des menaces directes visant la Syrie, ainsi qu'une ingérence flagrante dans les affaires internes du peuple Syrien. Plusieurs hauts dignitaires de l'Union européenne suivent les pas du président Américain.

Ces menaces et ces ingérences ont atteint un sommet lorsque le président Américain a affirmé l'illégitimité du régime Syrien. Des sanctions sévères et injustes ont été imposées au peuple Syrien et à son économie. Plus dangereux encore, des plans sont discutés et impulsés par l'OTAN afin de lancer des vagues de frappes aériennes pendant plusieurs semaines contre 30 sites stratégiques en Syrie, ressemblant exactement à ce qui s'est passé en Yougoslavie.

Certains hauts dignitaires Européens ne vont pas hésiter à appeler à traiter la situation en Syrie avec des méthodes qui en ferait une pâle copie de la crise Libyenne. Des dizaines de milliers de civiles ont été massacrés, des dizaines d'usines et de sites économiques ont été détruits par des frappes aériennes, et pendant ce temps, la Libye est divisée.

Des Etats-membres de l'alliance impérialiste internationale essaient, par tous les moyens possibles, de faire adopter une résolution du Conseil de sécurité condamnant la Syrie, qui serait suivie par des résolutions successives contre la Syrie et la soumettre au chapitre 7 de la Charte de l'ONU, afin qu'une campagne agressive puisse être légitimée. Grâce à l'opposition de la Russie et de la Chine, accompagnées de l'Afrique du sud, l'Inde, le Brésil et le Liban, les tentatives impérialistes au Conseil de sécurité de l'ONU sont tout simplement, jusqu'à présent, un échec.

Toutes ces manœuvres sont justifiées de deux façons :

1. Des manifestants sont tués en Syrie, on a recours à des méthodes sécuritaires dans le traitement des manifestations ;
1. La manipulation des insuffisances du régime en Syrie, tels que le manque de démocratie et le monopole du pouvoir exercé par le parti au pouvoir, afin de faire pression sur le régime pour qu'il adopte des changements internes, bien que tout changement interne doive être considéré comme une partie intégrante de la souveraineté nationale de n'importe quel pays ;

En fait, plusieurs manifestations ont eu lieu dès le mois de mars, appelant à des réformes sociales, économiques et démocratiques. La majorité de ces revendications ont été soutenues par notre parti comme une façon de s'opposer aux effets néfastes de la mise en œuvre de mesures économiques libérales, issues des accords passés avec le FMI, et de la transformation de la Syrie en une économie de marché. Les effets ont été très mauvais sur le niveau de vie des pauvres et des couches moyennes.

La direction politique du pays a été constamment mise en garde, par la presse du parti, des rencontres officielles ou des mémorandums officiels, le dernier il y a cinq semaines de cela. Les manifestations étaient pacifiques.

Elles ont été bien vite manipulées par des religieux fondamentalistes et des groupes radicaux à l'idéologie obscurantiste.

De pacifiques, les manifestations sont devenues armées, visant à atteindre des objectifs qui n'ont rien à voir avec des réformes politiques et sociales. Les forces de sécurité ont commis plusieurs erreurs injustifiables dans le traitement de ces manifestations. Des dizaines de civils et de soldats ont été tués. Des gangs armés se sont constitués, attaquant des propriétés publiques et privées, et mettant en place des barricades dans certaines villes où ils ont pris le dessus. Dans les tout derniers mois, ces bandes armées se sont chargées de mettre sur pied des sites armés dans les régions frontalières entre la Syrie, d'une part, et la Turquie, le Liban, la Jordanie et l'Irak pour s'assurer une continuité dans le ravitaillement en armes et en équipements divers.

Quoi qu'il en soit, les bandes armées n'ont pas réussi à établir une base frontalière stable. Cela a coûté à la vie à des centaines de civils et de soldats, plus de 2 000 victimes. Dans le même temps, certains événements ont été exagérés. Des faits ont été falsifiés. Les équipements dernier cri électroniques et médiatiques ont été utilisés afin de faire passer l'armée Syrienne comme étant complètement responsable de ces actes, et de déresponsabiliser totalement les bandes armées.

Pressé par les événements, le gouvernement a adopté plusieurs réformes sociales et démocratiques comprenant : l'annulation des lois d'urgence, des tribunaux exceptionnels, et le caractère légal accordé aux manifestations pacifiques. Récemment, une nouvelle loi électorale et une loi permettant la création de partis politiques ont été adoptées. Est en cours de préparation une nouvelle constitution ou une constitution modifiée.

De nouvelles lois couvrant les domaines des médias et de l'administration locale ont également été adoptées.

Les objectifs de ces lois et mesures sont : casser le monopole du pouvoir exercé par le parti Baath, pour établir une société pluraliste et démocratique, pour garantir les libertés publiques et privées, pour aider au développement de la liberté d'expression et à la reconnaissance du droit de l'opposition à une activité politique pacifique.

En dépit de nos réserves quant à certains articles, ces lois sont très importantes. Pendant plus de quarante années, notre parti a lutté pour que de telles lois soient adoptées. Si ces lois étaient mises en œuvre, elle pourraient être un pas important en avant, dans la transition de la Syrie vers une société démocratique et pluraliste.

De vastes secteurs de l'opposition nationale pacifique ont accueilli positivement ces mesures, tandis que l'opposition fondamentaliste et armée s'en tient toujours au slogan du renversement du régime, attisant les tentions communautaires.

Tenter de dépeindre le problème comme s'il s'agissait d'une lutte communautaire ou religieuse serait une falsification flagrante des faits.

Nous pouvons résumer la situation de la façon suivante :

- Les tentions armées dans les villes Syriennes ont diminué. Les bandes armées ont subi de lourdes pertes. Cependant, certaines d'entre elles sont capables de reprendre leurs activités ;
- Les manifestations pacifiques n'ont pas disparu et ne sont pas confrontées à la violence de l'État, à moins qu'elles se soient accompagnées d'agissements violents.
- L'État a invité l'opposition nationale à participer à un dialogue politique général visant à contribuer à la réalisation de la transition à la démocratie et au pluralisme de façon pacifique. Ce dialogue doit affronter de nombreuses difficultés, la plus importante d'entre elles est la pression de groupes armés qui s'opposent au dialogue pacifique et à une solution pacifique, et dépendants du soutien de l'étranger.
- Les menaces impérialistes et colonialistes contre la Syrie se sont intensifiées. Bien que ces menaces posent de nombreuses difficultés, nous devons être prêts à les affronter.

Pour ce qui est de la situation dans notre pays, il apparaît que :

- Les mouvements de protestation existent toujours à différents niveaux. Ils diffèrent d'un gouvernorat à l'autre. On peut remarquer que la plupart des mouvements partent des mosquées, des zones rurales et des taudis, pour se diriger vers les centres-villes ;

- Les mouvements parmi les minorités ethniques ou religieux sont rares. Dans les usines, les universités et les syndicats, il n'y a pas de mouvement ;
- Dans les cercles de la grande bourgeoisie, qu'elle soit industrielle ou économique, en particulier dans les grandes villes comme Aleppo, Lattakia et Damas, il n'y a pas de mouvement ;
- Il n'y a aucun mouvement parmi les clans et les tribus ;
- L'opposition se compose d'un large spectre de partis très divers. Certains sont patriotiques, s'opposant à l'ingérence étrangère et aux bandes armées. De plus, il faut compter avec les Frères musulmans qui peuvent être considérés comme le parti le plus actif et le mieux organisé dans le pays et à l'étranger.

Il y a également plusieurs groupes traditionalistes avec différentes orientations, dont l'influence devient clairement visible dans des rassemblements et manifestations dans différentes régions. Ces groupes ne cachent pas leurs objectifs qui sont typiquement réactionnaires et sectaires.

Sur place, les groupes les plus actifs et importants depuis le début des manifestations sont les coordinations locales qui comprennent des groupes de jeunes n'ayant pas d'orientations ou de plans idéologiques communs clairs si ce n'est le slogan : « A bas le régime ! ». Ils sont vulnérables aux pressions externes et internes.

- L'opposition en exil composée essentiellement d'intellectuels, de traditionalistes, de personnes qui ont abandonné le régime et ont certains contacts à l'intérieur (Khadam et Refaat Al Assad).

Durant la dernière période, ces forces ont organisé plusieurs conférences à l'étranger (exceptée une rencontre organisée à l'hôtel Samir Amis à Damas par l'opposition interne), dans l'objectif de mobiliser des forces et de coordonner leurs positions. Des différences idéologiques, politiques ainsi que d'intérêts l'ont emporté. Certaines forces d'opposition à l'étranger ont travaillé dur pour obtenir le soutien des forces étrangères colonialistes.

- Jusqu'à présent, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne mènent la campagne internationale de menaces et de provocation contre le régime en Syrie visant à imposer de plus en plus de sanctions contre la Syrie, en particulier des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres organisations internationales, la Russie et la Chine continue de s'opposer à de telles sanctions et mesures. La Turquie a choisi une position opportuniste qui fluctue en fonction de ses intérêts régionaux et politiques. Grosso modo, il y a une unanimité internationale dans l'opposition aux mesures militaires directes contre la Syrie, comme cela s'est produit en Libye, étant donné que la Ligue arabe et le Conseil de sécurité de l'ONU n'adoptent pas de résolutions ouvrant la voie à cette perspective. Le conflit sur cette question est féroce.
- Excepté le Qatar qui joue un rôle vital et important dans la conjuration contre la Syrie, il existe différentes opinions et position dans le monde Arabe concernant la situation en Syrie ;
- Jour après jour, la situation économique se détériore, la pression sur les conditions de vie des masses s'intensifie ;
- Le régime est cohérent et offre de grandes potentialités. Cinq mois après le début des événements, aucune des institutions de base (le parti, l'armée, la sécurité, les institutions d'État, les ambassades, les organisations populaires, les syndicats, le Front national progressiste...) n'a connu de divisions ;

Assurément, le tableau n'est pas statique, et doit être perçu dans ses aspects dynamiques, son évolution et son développement jour après jour.

Parmi les scénarios possibles :

- La crise pourrait continuer encore pendant une longue période, menant à d'autres catastrophes, bains de sang et souffrances ;
- Un effondrement menant à l'anarchie générale, une guerre civile ou quelque chose de ce genre, ouvrant la voie à une intervention extérieure ;
- Une division claire dans l'opposition peut se produire, faisant en sorte qu'une partie d'entre elle s'ouvre à un dialogue sérieux avec le régime pour parvenir à un nouveau contrat social dans le pays ;
- Un terme aux divergences d'approches et à l'« immobilisme » en ce qui concerne les forces du régime ;

Il y a deux issues possibles : soit l'avancée vers une solution politique à la crise rendant possible une fin rapide et définitive, soit la poursuite du recours au traitement sécuritaire de la crise quel qu'en soit le prix.

Il est difficile de prédire la manière dont une solution décisive sera atteinte.

Certains événements inattendus peuvent se produire, poussant tous les partis à trouver un accord, ou à accepter un accord imposé par des puissances étrangères pour aider le pays à trouver une issue au tunnel dans lequel il s'est engouffré.

Où en est le parti désormais ?

Pour commencer, nous aimerions attirer votre attention sur le fait que notre parti a envoyé un mémorandum au commandement régional à la veille de la 10^{ème} conférence nationale du parti Baath en 2005. Le parti a demandé à ce que l'État soit séparé du parti, que la démocratie et les libertés soient garanties, que les lois d'urgence soit levées, qu'une loi démocratique pour les partis soit adoptée, que les prisonniers d'opinion et politiques soient libérés, que l'on mette un terme à la domination du parti Baath sur les syndicats, que la corruption soit combattue, etc.

En outre, nous tenons à ajouter que le parti a affirmé, dans tous les documents adoptés dans la dernière période, qu'il soutenait la position nationale de la Syrie.

Pour réaliser cet objectif, les besoins sociaux, économiques et démocratiques des masses populaires doivent être satisfaits. Nous avons discuté en détail de ces revendications dans nos conférences et documents.

Dans son analyse de la crise profonde actuelle de notre pays, notre parti avait indiqué clairement que la principale contradiction se trouve entre la formule politique selon laquelle le pays est gouverné depuis des décennies et les revendications de démocratie, de développement social, économique et culturel dont a besoin la société Syrienne.

Le fond de notre position, c'est que cette formule politique repose sur le monopole de l'autorité par le parti Baath, la tutelle sur le mouvement populaire et ses organisations. Cette formule a mené à la décadence et à la bureaucratie, et à la corruption de l'appareil d'État. Par conséquent, les plans de réforme économique et sociale doivent être pris en considération, mis au niveau des exigences de progrès.

En bref, notre parti estime que le fond de la crise actuelle réside dans le décalage entre la structure du régime et les tâches que doit affronter la Syrie. Dans le même temps, le parti insiste sur le fait que l'ennemi et les forces impérialistes font de leur mieux pour utiliser ce décalage interne pour rendre possible la conjuration contre la Syrie, et l'utiliser comme un cheval de Troie pour servir son objectif bien connu, comme nous l'avons mentionné ci-dessus.

En conséquence, le Parti communiste syrien (unifié) n'est pas neutre pour ce qui est de l'alternative nécessaire, d'une part, et des moyens nécessaires pour atteindre cet objectif, d'autre part.

Une solution politique passant par la poursuite de réformes véritables et radicales est la seule issue à la crise. Les mesures sécuritaires ne font que développer les facteurs de la crise, et l'approfondir toujours plus tout en vidant de son sens le contenu des réformes.

Nous affirmons que la situation actuelle rend nécessaire un dialogue constructif et loyal entre toutes les forces patriotiques et honnêtes, indépendamment des différences d'opinions et d'idées dans l'objectif de parvenir à un accord ou à un plan de réformes radicales répondant aux besoins des masses populaires et des garanties sur la création d'un État civil laïc et démocratique s'opposant aux plans impérialistes et Israéliens dans la région.

Si le dialogue nécessite l'existence d'un climat propice, le dialogue même pourrait contribuer à créer un tel climat, car les autres options ne conduiraient qu'à de nouveaux bains de sang, de nouveaux désastres pour le pays et pour le peuple.

Chers camarades,

Étant donné la faiblesse des médias Syriens face aux gros médias de l'impérialisme, à la mobilisation des forces du monde entier contre la Syrie, et à l'alliance anti-Syrienne composée des puissances impérialistes ainsi que de leurs marionnettes dans la région, y compris la Turquie, qui a adopté une politique pragmatique pour se partager l'hégémonie dans la région avec les pays européens, pour toutes ces raisons, notre parti espère que tous les partis communistes, ouvriers et démocratiques dans le monde contribueront à diffuser ces précisions dans l'opinion publique de leurs pays respectifs.

Ainsi, nous appelons ces partis à soutenir la Syrie car elle est le plus important des pays Arabes à résister aux plans impérialistes de domination du Moyen-Orient, et à s'opposer fermement au plan Américano-Israélien visant à diviser la région en diverses entités communautaires dont le contrôle serait rendu plus facile. La Syrie soutient également la résistance nationale en Palestine, au Liban et en Irak. De plus, elle soutient le droit du peuple Palestinien à libérer ses territoires et à fonder un État national avec Jérusalem comme capitale.

Traduction JC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

2-2 Ilyess : Syrie : le chirurgien qui revient de l'enfer

Un héros des temps modernes. À 71 ans, le chirurgien français Jacques Bérès, co-fondateur de Médecins sans frontières puis de Médecins du monde, a parcouru la terre entière. Soudan, Iran, Vietnam, Gaza ou Libye, autant de conflits qui ont été couverts par cet homme de coeur, défenseur du devoir d'ingérence humanitaire. Face à la tragédie à huis clos que vit la ville martyre de Homs, bastion de la contestation en Syrie, et au manque de mobilisation des grandes ONG internationales, le médecin a décidé de s'y rendre le 9 février dernier, en toute clandestinité, n'ayant pour seule protection que les mandats de l'Union des associations musulmanes de Seine-Saint-Denis (UAM 93) et de France-Syrie démocratie. De retour de Homs depuis vendredi dernier, Jacques Bérès témoigne pour le Point.fr de l'horreur vécue.

Le Point.fr : Comment êtes-vous rentré à Homs ?

Jacques Bérès : J'ai été pris en charge par une filière de médecins syriens, de la frontière libanaise jusqu'à une localité du nom d'al-Qusayr, à 15 kilomètres de Homs. J'ai ensuite été emmené par l'opposition elle-même jusqu'à un autre village, à deux kilomètres de la ville.

Quelle était l'atmosphère sur place ?

Des milliers et des milliers de bombardements de mortiers. Des trous dans les maisons. Des immeubles qui brûlent. Des voitures qui continuent à cramer. Des rues désertes et les snipers.

Avez-vous vu les chars de Bachar el-Assad ?

Lorsqu'on ose sortir, dans certains quartiers, on peut les apercevoir tout près. Ils encerclent complètement la ville.

Qu'avez-vous pu faire sur place ?

Le peu que je sache faire, à savoir de la chirurgie de guerre. Je soignais les séquelles des bombardements. Mais malgré le dévouement des habitants, les conditions étaient très mauvaises. Je ne parle même pas de stérilisation.

Qui avez-vous traité ?

La plupart étaient des civils, de vieilles personnes, des femmes, et des enfants. Je me suis également occupé de soldats de l'armée syrienne libre, qui ne sont en fait qu'une émanation du peuple.

Techniquement, on ne pouvait pratiquement rien faire pour les blessés de la tête et de la poitrine, qui étaient condamnés à mourir. On ne pouvait secourir que les plaies de l'abdomen, les perforations intestinales, les artères ou les membres.

Quel était l'état d'esprit des Syriens ?

Ils étaient on ne peut plus motivés. Mais arrive un moment où après trois semaines de bombardements sans fin, même les plus costauds craquent. Ils ne doivent leur salut qu'à leur motivation, leur solidarité, ainsi que leur désir de liberté. Et ils se tuent aux tâches de l'opposition, telles que transporter, aider, poster sur Facebook, Twitter. Je les admire. Je pense que Bachar devra les tuer tous s'il veut les faire taire.

Où opéreriez-vous ?

Les vrais hôpitaux ne servent qu'à l'armée du régime. Je traitais mes patients dans des maisons privées, mises à disposition par l'opposition. La liste de médicaments qui manquent est énorme. À ce stade, le plus important est d'avoir la base : la nourriture, l'électricité et l'eau. Pour avoir de l'électricité, on a besoin de générateurs qui marchent, et donc de diesel. Il manque tout, il faut faire avec le reste.

Aviez-vous déjà vécu de telles conditions ?

Ça me rappelait Grozny, en Tchétchénie. La même taille. Le même mélange de populations urbaines et rurales. Le même encerclement par les chars, et les bombardements. Bien plus que lorsque j'étais à Bagdad en 2003, ou à Gaza en 2010.

Combien de personnes sont mortes durant votre séjour ?

Sur les 89 personnes que j'ai pu soigner, neuf sont malheureusement décédées. Concernant le nombre total de morts, l'opposition donne des chiffres avérés, prononcés nominalement par les muezzins. Elle en recense près de 10 000. Mais ce chiffre est forcément inférieur à la réalité, car il ne prend pas en compte les disparus. Je pense donc qu'il y a quelques milliers de victimes en plus.

Avez-vous rencontré des journalistes ?

J'ai pu rencontrer la journaliste américaine Marie Colvin, qui est malheureusement décédée. Elle était venue à "l'hôpital" pour s'enquérir de la situation des patients.

Qu'est-ce qui vous a poussé à vous rendre là-bas, en dépit des risques ?

C'est bien de soigner la population, mais à l'échelle de la répression, cela ne représente que peu de choses.

J'ai mis vingt ans à comprendre de quoi on me remerciait à chaque fois. J'ai longtemps cru que c'était pour mes compétences. Sauf que, souvent, ils me remerciaient même quand je leur rendais des morts. Je leur apporte surtout un soutien moral. C'est très symbolique pour eux de savoir qu'il y a des gens dans le monde qui pensent à eux. Ce qui se passe en Syrie est horrible.

Source : [Le point](#)

Mardi, 28 Février 2012

2-3 Il y avait deux réunions à Tunis..

La semaine dernière, à Tunis, les responsables de plusieurs services secrets ont examiné les possibilités d'un coup d'Etat

« Il y avait deux réunions à Tunis » s'amuse un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay . La première, la conférence, dite « des amis de la Syrie », regroupait les représentants d'un soixantaine de pays , dont Hilary Clinton ou notre patron, Alain Jupé, et d'organisations internationales . Son bilan n'est pas glorieux . L'autre se voulait plus discrète et réunissait des gens, en principe que les diplomates, les hommes des services secrets . On leur souhaite bon vent pour dégommer Bachar... »

Réactions sur le même ton d'un officier d'état-major : *« C'est la meilleure solution. on ne peut pas refaire le même coup qu'avec la Libye et bombarder une armée syrienne autrement plus solide que celle de Kadhafi et dont les blindés se baladent tranquillement dans les villes insurgées. Et puis, cette fois, l'ONU ne donnera pas son feu vert. »*

Putchistes à convaincre vite

Exact. Russes et Chinois y mettraient leur veto . Reste alors la méthode déjà utilisée en Libye : fournir des armes efficaces aux insurgés , voire des conseillers en guéillaurbine . Des livraisons sont prévues , dit-on au Quai d'Orsay et à la Direction du renseignement militaire (DRM), via des pays arabes, comme le Qatar. Mais il y a mieux , et c'est aujourd'hui d'actualité, selon les connaisseurs : *« préparer un coup d'Etat »*. Encore faut-il trouver , sur place, des interlocuteurs , valables, discrets , courageux. Et cela suppose de sacrés efforts de persuasion (ou de grosses sommes NDLR).

A Tunis, la semaine dernière , des représentants des services secrets de plusieurs pays - Etats-Unis, Grande-Bretagne , France, Turquie , Arabie Saoudite et Qatar, notamment (avec des « experts » ayant fait leurs preuves « au sol » en Libye NDLR) - ont envisagé cette solution. L'idée d'exploiter d'éventuelles divergences au sein des forces de sécurités et du clan Assad . A en croire un officier du renseignement , des militaires syriens, jusque là plutôt loyaux , considèrent désormais qu'il n'y a pas d'autre issue à la crise actuelle qu'une rupture avec Bachar et sa famille. Selon lui, les princes saoudiens sont prêts à mettre de l'argent sur la table pour aider à la conversion de ces futurs rebelles.

Quant à l'opposition syrienne , *« elle est fragmentée, divisée sur le plan ethnique , idéologique ou stratégique »*, constate un analyste de la DRM. D'un côté , le Conseil national syrien , *« un faux nez des Frères musulmans »*, dit-on. De l'autre , le Comité de coordination nationale qui regroupe des intellectuels et des opposants favorables à une solution entre Syrien. Sans compter les déserteurs de l'Armée syrienne libre . Et pas forcément tous d'accord sur les ingérences étrangères et sur l'avenir du

pays, une fois Bachar écarté.

on avec ses 40.000

Ce n'est pas joué, et les comploteurs réunis à Tunis savent que le régime peut encore tenir bon avec ces quelque 40.000 militaires du clan alaouite (branche du chiisme) - trois divisions blindées, la Garde nationale, les Forces spéciales - et grâce à des services de sécurité omniprésents. Face aux sunnites, leur loyauté est aussi une question de survie dans cette guerre civile entre musulmans, sans armistice ni pacifistes à l'horizon.

Claude Angeli,

Le Canard Enchaîné,

29.02.12

2-4 Nadia Khost : Qui est responsable des crimes en Syrie ?

Chers amis,

je vous adresse quelques extraits d'un précieux texte de Nadia Khost (11 mars 2012) : cette fois aussi, synthèse très documentée et rigoureuse de ce qui se passe ces jours-ci en Syrie ; et de ce que les Syriens, bien mieux informés que nous, savent, eux, du mensonge de nos media à la botte du gouvernement (et vice versa), accompagnés unanimement par les partis qui se prétendent dans l'opposition (voir les programmes des candidats).

m-a

Qui est responsable des crimes en Syrie ?

Nadia Khost

Maintenant, nous savons que la mort peut venir des bonbonnes de gaz, ou des galons d'huile ! Nous savons que chacun d'entre nous peut mourir dans une explosion ou lors d'une attaque des bandes armées si son nom figure sur leur liste des gens à abattre ! Malgré cela, le Conseil des Droits de l'Homme à Genève refuse de reconnaître que ce qui se passe ici est l'assassinat de notre sécurité, l'abolition de notre rythme de vie. Et va chercher les accusés parmi les victimes ! Or, nous qui vivons en Syrie, et non dans un pays occidental, nous connaissons la vérité que l'Occident et ses institutions « humanitaires » ne veulent pas connaître. [...]

On a vu le président Obama se tenir comme un écolier docile devant Netanyahou, garantissant le « droit d'Israël à assurer sa sécurité », (cette sécurité s'étendant d'Israël à l'Égypte, à la Lybie et à l'Iran !) et garantissant son engagement à assurer la suprématie militaire d'Israël. Nous avons ainsi vu, sur le plan symbolique, la concordance entre le projet occidental et le projet sioniste. C'est pourquoi, M. Juppé ne diffère guère de Mme Clinton. Son arrogance n'est pas sans rappeler celle d'un gouverneur pendant la période d'occupation. Ces événements ont permis de mettre une fois de plus en lumière l'influence sioniste au sein du parti communiste et du parti socialiste français. N'est-il pas ironique que Bernard Henri Lévy, le sioniste, se définisse comme socialiste ? Et qu'il cite Marx dans son livre sur ses missions dans l'invasion de la Lybie où il se déclare « fidèle à son judaïsme et son sionisme » ! Le parti communiste français n'a-t-il pas remarqué ce qu'est le système politique de l'Arabie et du Qatar, et ce que sont les bandes takfiristes utilisées dans la guerre contre la Syrie ? Il s'ensuit que l'Occident ne collabore plus qu'avec ceux qui ont des liens avec Israël et qui privilégient la sécurité de cette dernière, sur la sécurité nationale arabe. C'est pourquoi Basma Kodmani [5] a avoué qu'« Israël est une nécessité » ! Certains membres du Conseil d'Istanbul ont assuré qu'ils établiront des liens avec Israël. Dans cette concordance, s'inscrit la collaboration des services secrets israéliens, qataris, et saoudiens, ainsi que les bandes armées munies d'armes israéliennes découvertes dans des cachettes à Douma, dans la banlieue de Damas, et à Baba Amro. Ce Conseil, appuyé par Juppé et Clinton, a commis ce que le peuple Syrien ne pardonne pas : le fait d'avoir facilité l'ingérence étrangère politique et militaire en Syrie, d'avoir des liens avec Israël et le sionisme. Dans ce climat, l'Occident accuse les victimes des crimes qu'il a lui-même commis par le bais de ses bandes armées. Cela ne nous étonne pas qu'il voie AbdelKarim Belhaj, Al Mahdi Harati, Al Zawahiri, l'émir du Qatar, et le roi Saoudien comme autant de « révolutionnaires démocrates », et qu'il efface de sa mémoire Che Guevara et Manolis Glezos !

Est-il possible de changer la stratégie occidentale pour dissiper le danger d'un embrasement du proche Orient ?

[...]

Le sang des victimes avec lequel les Libyens d'Al-Qaïda ont écrit sur le mur de la famille assassinée, «

de Misrata nous sommes venus pour libérer la Syrie », et les décombres de Baba Amro -là où les services secrets français et britanniques ont dirigé la guerre- dessinent un tableau réunissant Al-Qaïda, les cheikhs despotiques du pétrole (qui interdisent à la femme de conduire), les bandes de mercenaires, les dirigeants occidentaux, les services secrets occidentaux, les régimes coupeurs de têtes saoudiens, et l'opportuniste qatari. Un tableau très significatif, qui ne permet pas à ceux-là de donner aux Syriens des leçons sur les droits de l'Homme ou sur la démocratie ! Mais qui impose de juger les dirigeants de l'Occident et du Golfe qui ont planifié et financé les crimes en Syrie !

Dr Nadia KHOST

Dr Nadia Khost, écrivaine syrienne — auteur de nombreux ouvrages, d'essais, et de nouvelles portant sur l'histoire, l'architecture, la conservation et la protection du patrimoine de la Civilisation Arabe — vit à Damas.

11 mars 2012

Traduit de l'arabe par Anis El ABED

URL de cet article : <http://www.silviacattori.net/article2975.html>

3 Géopolitique et stratégie –

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Alain Gresh : « Il faut s'interroger sur les intérêts de l'Arabie Saoudite et du Qatar dans l'aide à l'opposition syrienne ».

Que va-t-il se passer en Syrie ? Est-ce la fin de la rébellion ?

Ce vendredi 2 mars 2012 marque un « vendredi de l'armement », une journée pour réclamer que l'Armée syrienne libre (ASL) puisse recevoir des armes de l'étranger.

Alain Gresh, animateur du blog *Nouvelles d'Orient* et spécialiste du Proche-Orient est l'invité de RFI.

RFI : *Alain Gresh, vous êtes l'animateur du blog Nouvelles d'Orient. Mais avant de parler de la situation en Syrie, d'abord un mot sur ce retour programmé en début de soirée des deux journalistes français dont on avait cru qu'ils ne s'en sortiraient peut-être jamais.*

Alain Gresh : C'est une bonne nouvelle pour nous, pour les confrères d'abord, évidemment et tant mieux. Cela rappelle que le métier de journaliste n'est pas toujours facile. C'est une bonne nouvelle, mais en même temps il faut savoir que couvrir des zones de guerre a toujours été une charge et comporte des risques qui nous concernent tous.

RFI : *Le retour est prévu ce soir. En début de soirée, un avion les prendra à l'aéroport, et les deux journalistes sont en route pour cet aéroport de Beyrouth. Quant à la situation en Syrie, avec le retrait tactique des militants opposés au régime de leur quartier historique de la ville de Homs, qu'est-ce que cela va changer pour eux ?*

A.G. : Il faut d'abord rappeler que depuis quelques semaines nous sommes concentrés autour de Homs et des affrontements qui, en partie, sont des affrontements militaires. La rébellion a commencé maintenant depuis un an. Elle a couvert tout les pays, elle a été pour l'essentiel pacifique et elle continue. Et Homs ne changera pas ça.

Homs montre peut-être que la militarisation n'est pas la solution pour l'opposition, que c'est les manifestations pacifiques qui permettent pour l'essentiel, malgré la répression terrible du régime, d'ébranler ce régime. Mais que la militarisation, au contraire, sert au régime pour dénoncer les extrémistes, les militants qui viennent d'Irak et du Liban, des militants d'al-Qaïda. Ce qui est vrai d'ailleurs.

Dans tous les cas, ce qui est sûr, c'est que la rébellion ne s'arrêtera pas, que la capacité du pouvoir de contrôler l'ensemble de la Syrie me semble compromise très durablement.

RFI : *Aujourd'hui sur place, c'est un « vendredi de l'armement » de l'ALS, réclamé par ces militants. Les débats sur ces armements durent depuis quelques mois, quelques semaines. Pensez-vous qu'il y a une relation de cause à effet, entre la chute de leur quartier à Homs et cette journée de vendredi ?*

A.G. : Je ne suis pas sûr de savoir comment sont pris les mots d'ordre, ni si ces mots d'ordre sont vraiment des mots d'ordre repris partout en Syrie.

RFI : *Il a été annoncé sur le net que vous connaissez bien.*

A.G. : Oui, mais je ne suis pas sûr que cela représente aujourd'hui ce que veulent les Syriens. Il faut bien comprendre : la militarisation voulue par un certain nombre de forces intérieures et extérieures, puisque c'est le Qatar et l'Arabie Saoudite qui sont quand même derrière cette campagne pour l'armement de l'opposition, cela se joue pleinement dans les mains du régime. Et le régime s'en sert, à la fois pour dire : mais nous n'avons pas affaire à une opposition politique et pacifique, nous avons affaire à des terroristes, premièrement. Mais surtout elle sert parce qu'elle effraie une partie de la population syrienne, à la fois tous les gens qui ont peur de la guerre civile mais aussi un certain nombre de communautés dont on sait qu'elles sont inquiètes. Et je pense aux chrétiens, aux alaouites, mais même aux Kurdes. Par exemple, les Kurdes, qui ont été un des éléments déclencheurs de l'opposition, ont pris leur distance à l'égard du Conseil national syrien parce qu'ils trouvent que ces orientations, à la fois sur la plan de l'utilisation de l'armement, mais même politiques, sont très peu claires.

Il faut quand même s'interroger sur le poids que jouent aujourd'hui l'Arabie Saoudite et le Qatar dans l'aide à l'opposition syrienne, cela laisse planer quelques doutes. On a du mal à croire que l'objectif essentiel de l'Arabie Saoudite soit la démocratie en Syrie quand on sait qu'il n'y avait pas d'élections en Arabie Saoudite. Il faut quand même voir aussi le cynisme de certains partis extérieurs qui sont prêts à jouer avec l'avenir du peuple syrien pour des raisons géopolitiques, à savoir l'affaiblissement de la Syrie et, par la suite, à travers l'affaiblissement de la Syrie, l'affaiblissement de l'Iran.

RFI : *Il y a donc un enjeu régional ?*

A.G. : Tout à fait. La Syrie est au cœur du Proche-Orient, à la fois en partie au cœur de conflits israélo-palestinien et arabes, et aussi l'allié le plus fiable de l'Iran dans le monde arabe. Il est évident que la politique saoudienne ou celle du Qatar est basée sur ces points et non pas sur l'instauration d'une démocratie représentative en Syrie.

RFI : *Bachar el-Assad a-t-il gagné réellement quelque chose aujourd'hui ?*

A.G. : Non. Il a gagné tactiquement et il a gagné parce qu'il maintient son régime pour l'instant. Je pense que la chute du régime, en tous les cas la transition, risque d'être longue. Mais il n'a pas gagné dans le sens où je pense qu'on ne peut plus retourner à la situation qui était celle d'il y a un an où il y avait un régime qui contrôlait l'ensemble du pays, qui contrôlait l'ensemble de la société. Donc je crois que c'est une page qui est tournée. Le problème est de savoir comment assurer une transition sans sombrer dans la guerre civile. C'est très difficile, cela demande beaucoup d'efforts. Mais je pense que la communauté internationale a plutôt intérêt à jouer dans ce sens plutôt que dans le fait d'attiser les conflits internes.

RFI : *Qui a de l'influence réellement aujourd'hui sur Damas, sur le régime syrien ? Nous avons vu aujourd'hui Poutine prendre un peu ses distances et qu'il n'a pas de relation particulière avec Bachar el-Assad.*

A.G. : Oui, mais on entend dire que la Russie est émue par ses intérêts, par le fait qu'elle vend des armes à la Syrie, ce qui est vrai. Mais je pense qu'elle ne verra pas l'ombre d'un dollar sur les armes qu'elle vend aujourd'hui à la Syrie. Donc la Russie comme toutes les puissances extérieures prennent en compte leurs intérêts de grande puissance. Aucune grande puissance n'agit uniquement pour des raisons morales. Je pense que la Russie comme la Chine sont inquiètes de l'évolution en Syrie et peuvent jouer un rôle pour faire pression sur le régime. Cela fait longtemps que les Russes disent qu'il faut une réforme de ce régime. Ils ont fait des propositions pour une négociation entre le régime et l'opposition. Ils ont proposé que cela se tienne à Moscou. Donc, ils peuvent jouer un rôle. Ils ont appelé, hier, avec le Conseil de sécurité, pour avoir un accès aux populations, pour des raisons humanitaires. Ils font pression pour que Kofi Annan puisse y aller. Je pense qu'il faut travailler avec eux.

Brice Barrillon - RFI

D'Alain Gresh : 2 mars 2012 –

3 mars

3-2 Bill Van Auken : Hillary Clinton et les crimes de guerre au Moyen-Orient.

En témoignant mardi devant une commission du Sénat, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a déclaré que le président syrien Bachar al-Assad pourrait être qualifié de « criminel de guerre ».

« Si l'on se base sur les définitions d'un criminel de guerre et des crimes contre l'humanité, on pourrait défendre qu'il [Assad] entre dans cette catégorie », a dit Clinton devant la Commission.

Le durcissement rhétorique de Washington vise à rallier le soutien de l'opinion publique pour une nouvelle intervention impérialiste au Moyen-Orient, où l'objectif d'un changement de régime est une fois de plus déguisé en croisade pour les droits humains. La déclaration de Clinton toutefois soulève la question : comment exactement détermine-t-elle quand une violence exercée contre des civils constitue un crime de guerre ?

La définition fixée par la loi fondatrice de la Cour pénale internationale et tirée en grande partie de la charte ayant établi le tribunal de Nuremberg qui a traduit en justice les dirigeants survivants du régime nazi allemand après la Deuxième Guerre mondiale. D'après cette définition, un crime de guerre est un certain nombre d'actes - dont le meurtre, l'extermination, la torture, l'emprisonnement et la disparition forcée de personnes - sciemment « commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre toute population. »

Alors que Clinton accepterait volontiers cette définition contre le régime syrien, il semble y avoir une restriction tacite quant aux individus ou gouvernements qui pourraient « entrer dans cette catégorie ». En ce qui concerne la politique américaine et *l'establishment* des médias, c'est très bien d'utiliser la qualification de criminel de guerre pour décrire la violence lorsqu'elle est perpétrée par un régime que les Etats-Unis cherchent à renverser à l'encontre de « rebelles » ou d'« opposants » jouissant du soutien de Washington.

Toutefois, lorsqu'une violence bien plus grande est perpétrée par les Etats-Unis eux-mêmes contre un peuple s'opposant à l'occupation de leur pays par les troupes américaines, la même catégorie est exclue. L'insistance de définir Assad comme un criminel de guerre s'est intensifiée face au siège de 27 jours du quartier de Baba Amr à Homs qui fut pris d'assaut par des milices armées ayant à leur actif l'enlèvement et le meurtre d'habitants non sunnites de la ville. Jeudi, ces « rebelles » soutenus par les Etats-Unis, ont annoncé qu'ils se retiraient de la zone au vu des forces gouvernementales syriennes supérieures.

Il ne fait pas de doute que des centaines de personnes sont mortes durant le siège qui a duré un mois, y compris des civils sans armes. Et pourtant, si l'on considère le barrage de dénonciations des médias, des résolutions des Nations unies et des communiqués d'indignation diffusés par Washington et d'autres capitales occidentales, il est bon de rappeler l'indifférence silencieuse avec laquelle ces mêmes sources médiatiques et ces mêmes gouvernements ont réagi au massacre d'au moins 20 fois plus de civils en un tiers de temps en un endroit distant à peine de 650 kilomètres de la ville assiégée de Homs.

Cela s'est passé en novembre 2004. Le site du massacre était Falloujah, en Irak. Lors de ce siège barbare, les marines américains ont transformé une ville entière en une zone de feu à volonté après avoir prévenu les habitants de la quitter. Les hommes et les garçons, furent cependant refoulés et obligés de subir une attaque au napalm, de bombes de fragmentation, de bombes au phosphore blanc et autres munitions qui ont incinéré leurs victimes et fait s'écrouler leurs maisons sur elles. Sur les 50.000 habitants de Falloujah qui soit refusèrent de fuir, soit furent incapables de le faire, plus de 6.000 ont perdu la vie. Au moins 60 pour cent des bâtiments de la ville furent démolis ou endommagés.

Sept ans plus tard, les habitants de Falloujah continuent de payer un terrible tribut pour le châtimement collectif qui leur a été infligé. Ils endurent une épidémie d'anomalies congénitales, de cancer chez les enfants et d'autres maladies causés par des obus à uranium appauvri et autres bombes largués sur la ville. Comment se fait-il que les actions du régime Assad à Homs sont déclarées propres à pouvoir « entrer dans la catégorie » de crimes de guerre tandis que les actions beaucoup plus sanglantes perpétrées par l'armée américaine à Falloujah et d'innombrables autres atrocités commises sous les gouvernements Bush et Obama dans des guerres non provoquées contre les populations en Irak et en Afghanistan sont jugées être des mesures justifiées dans une « guerre contre le terrorisme », pour laquelle personne n'a jamais eu de compte à rendre.

Avant le bombardement de Falloujah qui a réduit la ville à l'état de ruine, l'armée américaine avait affirmé que l'attaque avait été nécessaire parce que la ville irakienne était devenue le quartier général d'Al Qaïda en Irak. En effet, les deux guerres tant en Afghanistan qu'en Irak furent présentées au peuple américain comme des guerres menées pour vaincre Al Qaïda et pour empêcher que l'organisation n'obtienne des « armes de destruction massive ».

La semaine dernière, Hillary Clinton a à plusieurs reprises employé une phrase identique lors de son audition devant le Sénat et lors d'interviews accordés aux médias en réponse aux questions concernant des propositions d'armer les « rebelles » syriens. Elle avait posé la question : « Soutenons-nous Al Qaïda en Syrie ? »

Tout en abordant la question d'une manière rhétorique pour suggérer que Washington émettait des réserves pour fournir des armes à ceux qui cherchent à renverser Assad, Clinton sait très bien que dans le monde réel des armes sont déjà envoyées et la réponse à sa question est, « oui, nous les soutenons ». Tout comme dans le cas de la guerre contre la Libye, l'impérialisme américain collabore étroitement en Syrie avec les mêmes éléments islamistes qu'il a pendant longtemps dépeints comme la plus grande menace pour le peuple américain.

Tout en servant d'épouvantail bien pratique pour terroriser le peuple américain dans le but de lui faire accepter les guerres d'agression impérialiste, la réalité est que les rapports entre Washington et Al Qaïda - fondée par des forces financées et armées par la CIA durant la guerre soutenue par les Etats-Unis contre le régime prosoviétique en Afghanistan dans les années 1980 - ont toujours été plutôt complexes. Dès les années 1950, l'impérialisme américain avait, en guise de contrepoids au socialisme et au nationalisme radical, accordé son soutien secret aux organisations islamistes réactionnaires et obscurantistes au Moyen-Orient. A présent, il emploie ces forces une fois de plus pour tenter de redéfinir la carte géostratégique de la région en plaçant ses vastes ressources énergétiques sous la férule de Washington.

Derrière les larmes de crocodile versées par les criminels de guerre à Washington, les exigences pour un changement de régime en Syrie ont autant à faire avec la défense des droits humains que l'Afghanistan et l'Irak avaient à faire avec la protection du peuple américain contre le terrorisme.

(Article original paru le 3 mars 2012)

Source : WSWS

Bill Van Auken

Mercredi 7 mars 2012

<http://www.wsws.org/francais/...>

3-3 [Pepe Escobar](#) : [Pourquoi le Bahreïn n'est pas la Syrie](#).

Combien émouvant est le fait que le premier anniversaire d'un vrai mouvement arabe pro-démocratie dans le golfe Persique - ensuite impitoyablement écrasé - tombe le 14 février, jour où la Saint-Valentin est célébrée en Occident. Tu parles d'une histoire d'amour vouée à l'échec...

Et comment Washington va-t-il honorer cette histoire d'amour tragique ? En reprenant les ventes d'armes à la dynastie sunnite al-Khalifa au pouvoir à Bahreïn.

Donc, pour récapituler, le président des États-Unis Barack Obama, a dit que le président syrien Bachar al-Assad devait « se retirer et permettre qu'une transition démocratique débute immédiatement », tandis que le roi Hamad al-Khalifa reçoit de nouveaux jouets pour sévir contre ses subversifs et pro-démocratiques sujets.

Obama souffre-t-il de dissonance cognitive ? Bien sûr que non. Après tout la Syrie est soutenue par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité des Nations Unies, tandis que le Bahreïn accueille la Cinquième Flotte des Etats-Unis - défenseur du « monde libre » contre ces méchants Iraniens qui veulent fermer le détroit d'Ormuz.

Il y a un an, l'écrasante majorité de la population du Bahreïn - la plupart sont pauvres, des sujets chiites négligés et traités comme des citoyens de troisième classe, mais avec parmi eux des sunnites instruits - sont descendus dans les rues pour exiger de la dynastie Al-Khalifa un minimum de démocratie.

Tout comme la Tunisie et l'Égypte - et contrairement à la Libye et à la Syrie - le mouvement pro-démocratie à Bahreïn était purement local, légitime, non-violente et non contaminé par l'Occident ni infiltré par le Conseil de coopération du Golfe (CCG).

La réponse a été une répression des plus violentes, avec en plus une invasion de l'Arabie Saoudite dans les rues de Manama. Cela a été le résultat d'un accord tacite conclu entre la Maison des Saoud et Washington : nous vous fournissons une résolution de la Ligue arabe vous permettant d'aller à l'ONU, puis de lancer les bombardements humanitaires de l'OTAN sur la Libye, [et en échange] vous nous laissez tranquilles pour briser ce printemps arabe qui est un non-sens (voir : [The US-Saudi Libya deal](#), 2 avril, 2011.)

L'administration Obama n'a pas éprouvé le besoin de faire main-basse sur la « célébration » de la mobilisation démocratique au Bahreïn par l'envoi d'un grand manitou du département d'Etat.

Tel que rapporté dans l'article le *Gulf Daily News*, la soi-disant « Voix du Bahreïn » (plutôt la voix des al-Khalifa), le secrétaire d'Etat américain adjoint pour les affaires du Proche-Orient, Jeffrey Feltman, a prié le roi Hamad de « diminuer les tensions » - par « la libération des prisonniers politiques, un remaniement partiel du gouvernement et le retrait des forces de sécurité ».

Les demandes de Feltman doivent tenir de la schizophrénie, parce que les prisonniers politiques restent en prison, le remaniement ministériel est cosmétique et les forces de sécurité sont lancées au plus fort de la répression.

Feltman a déclaré que Washington privilégiait un « dialogue national », des solutions « made-in-Bahreïn », et ne voulait pas que des Etats étrangers « s'immiscent dans le processus ». Les Bahreïnais doivent-ils suivre le modèle NATO-GCC appliqué à la Syrie ?

Il a également déclaré : « Les Bahreïnais peuvent compter sur le soutien des États-Unis pour trouver un consensus sur la voie à suivre » et a loué la « sincérité » du prince héritier Salman, également commandant suprême adjoint et chef d'orchestre du dialogue national. Avec des amis comme ceux-ci, le mouvement pro-démocratie à Bahreïn n'a guère besoin d'ennemis.

C'est donc un message de Washington qui tient en peu de mots : faites en sorte que ces gens cessent tout ce bruit, et nous garderons notre base ici pour vous défendre, vous et vos cousins, contre ces masses de pauvres.

La vie à Bahreïn est quelque chose de complètement différent. Ce que les médias américains dominants appellent un « émirat sous tension » est toujours sous une loi martiale de facto. Les manifestants pro-démocratie soit-disant « libérés » - des centaines - sont en fait toujours en prison. *Human Rights Watch*, à son crédit mais toujours en s'exprimant avec des pincettes, a dit : « Il y a eu peu de demande de comptes pour les actes de torture et les meurtres - des crimes dans lesquels est impliqué le Groupe de défense de Bahreïn ».

Il n'y a aucun compte du tout - en fait.

Anticipant une répression aggravée à l'occasion du premier anniversaire de l'insurrection, le ministère de la Santé a ordonné aux hôpitaux privés de fournir à l'appareil de sécurité le nom de chaque personne blessée. Des centaines de médecins et d'infirmières se voient reprocher d'avoir soigné des manifestants blessés, ont été arrêtés au cours des derniers mois.

L'armée a entouré de fils de fer barbelé tous les accès proches du rond-point *Pearl* - où le monument des manifestants a été rasé, la métaphore ultime d'une volonté démocratique brisée. Deux citoyens américains, Huwaida Arraf et Radhika Sainath, ont été récemment arrêtés à Manama lors d'une manifestation non-violente et pacifique. Ayat al-Qormozi a été emprisonné parce qu'elle a lu au rond-point *Peral* un poème critiquant le roi Hamad.

En novembre dernier, la Commission d'enquête indépendante au Bahreïn a accusé les al-Khalifa d'utiliser une « force excessive, y compris l'extorsion d'aveux par la torture sur les détenus ».

Fin janvier, *Amnesty International* a appelé à « enquêter et rendre compte sur plus d'une douzaine de décès suite à l'utilisation de gaz lacrymogènes » et a appelé Washington à « suspendre les transferts de gaz lacrymogènes et autres équipements anti-émeutes aux autorités de Bahreïn ».

Les forces répressives locales soutenues par l'Arabie saoudite ont souvent recours à des policiers anti-émeute d'origine pakistanaise - sans parler des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes fabriquées aux Etats-Unis et utilisés pour disperser toutes les manifestations anti-gouvernementales, même pacifiques. Des dizaines de personnes âgées et des enfants ont trouvé la mort par asphyxie après que les troupes du régime aient tiré des gaz lacrymogènes dans les zones résidentielles et même dans les maisons.

La répression, soutenue par les troupes de l'Arabie saoudite, a été jusqu'à s'attaquer à des femmes en deuil qui suivaient des cortèges funéraires de manifestants tués par l'appareil de sécurité des al-Khalifa. Vous n'êtes pas contents ? Tout cela fait partie du « dialogue national » du prince hériter...

Pourtant, même avec une répression qui ne souffre aucun répit, des manifestations exigeant le départ des al-Khalifa ont lieu presque tous les jours. Cette revendication n'a jamais été une demande initiale du mouvement pro-démocratie, mais elle est maintenant reprise depuis l'invasion des troupes de l'Arabie saoudite.

Et pour prouver pour de bon que nous vivons dans un monde qui va dans le sens de ce que disaient les *Monty Python*, prenez note de cette [interview du roi Hamad publié par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel](#).

Le roi du Bahreïn dit qu'il a demandé au Conseil de Coopération du Golfe d'envahir son pays en mars 2011 « pour protéger les installations stratégiques » - « au cas où l'Iran deviendrait plus agressif ». Téhéran n'avait absolument rien à voir avec les manifestations - provoquées par une monarchie sunnite qui traite la majorité absolue de ses sujets indigènes comme les Émirats arabes unis traitent leurs travailleurs immigrés sud-asiatiques.

Le roi a également déclaré que « nos femmes avaient très peur et il est du devoir d'un gentilhomme de protéger les femmes ». Peut-être, au lieu d'une invasion, de la torture, des meurtres et d'une répression sans répit, le roi aurait pu apaiser les « peurs de ses femmes » avec un don financé par l'État de sacs à main Louis Vuitton.

[Pepe Escobar](#)

Pepe Escobar est l'auteur de *Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War* (Nimble Books, 2007) et *Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge*.

Son dernier livre vient de sortir ; il a pour titre : *Obama does Globalistan* (Nimble Books, 2009).

Source : [Info-Palestine](#)

3-4 [Ahmed Manaï, observateur de la Ligue Arabe en Syrie, accuse...](#)

Revue de presse : Extraits d'interviews accordées par Ahmed Manaï, observateur de la Ligue arabe en Syrie.

M. Manaï est un opposant historique au régime de Ben Ali et le fondateur de l'*Institut Tunisien des Relations Internationales (ITRI)**.

A Tunis Tribune (2/6/12)

Fait rare, la Tunisie, a pris une mesure radicale à l'encontre d'un autre pays arabe, en annonçant l'expulsion imminente de l'ambassadeur de Syrie à Tunis. Est-ce une bonne décision et comment la jugez-vous ?

A.M - Fait rare en effet dans la diplomatie tunisienne ! Je me souviens qu'en 1961, lors de la bataille de Bizerte, au cours de laquelle des centaines sinon des milliers de tunisiens ont été massacrés par l'armée française, la Tunisie n'a pas rompu ses relations diplomatiques avec la France mais s'est contentée de rappeler son ambassadeur à Paris. Les étudiants tunisiens en France ont été encouragés à reprendre leurs études dans ce pays.

L'ambassadeur syrien est en congé maladie et se trouve en Syrie depuis plus d'un an !

Il faut dire tout d'abord qu'il n'y a pas d'ambassadeur syrien à Tunis, ce dernier est en congé de maladie depuis plus d'un an, mais simplement un vice-chargé d'affaires. N'empêche que nous sommes en face d'un acte symbolique, bête et gratuit.

(...)

Ne pensez-vous pas que le pouvoir actuel en Syrie doit passer la main et que le peuple syrien a droit à choisir son destin et à vivre en toute liberté comme ils le réclament ?

A.M - Tous les Syriens que je connais, certains depuis 1981, appartiennent à l'opposition. Ils appartiennent maintenant, au CNT, au CNC ou des indépendants. Depuis 1991, nous avons mené ensemble de nombreux combats pour la liberté, la démocratie et le respect des droits humains, en Tunisie, en Syrie et ailleurs. Je regrette de constater que le long parcours militant de certains d'entre eux n'a pas fait d'eux les hommes politiques qu'exige la phase actuelle du combat.

Juste avant de venir en Syrie, j'ai fait le déplacement à Tunis pour rencontrer Burhan Ghalioun. Je n'ai pas pu le faire mais j'ai rencontré trois de ses collègues et je leur ai posé cette question simple ! Êtes-vous prêts à négocier ? Ils m'ont répondu tous en chœur : jamais ! Ils pensaient sans doute qu'ils allaient faire une entrée triomphale à Damas derrière les troupes de l'OTAN.

C'est tout sauf de la politique, parce qu'en politique la négociation est le fondement de toute solution des différents et des conflits, même armés.

Alors, bien sûr que le peuple syrien a droit de choisir son destin et à vivre en toute liberté comme il le réclame. Mais c'est vrai aussi que l'alternance doit se passer dans le calme, et pas dans le désordre et au rythme des attentats terroristes.

Texte intégral

Au site Nawaat.org (7/2/12)

Nawaat : Quels sont les différents agents (*On a parlé de l'Iran, de Hezbollah, Irakiens ...*) impliqués aux événements qui se déroulent en Syrie depuis mars 2011?

A.M - L'Iran et le Hezbollah sont des alliés stratégiques des syriens. Les Irakiens par contre, étaient en mauvais termes avec eux, quoique actuellement on assiste à leur rapprochement.

Seraient-ils impliqués dans les événements en Syrie ? Je ne crois pas que les Syriens auraient besoin de l'aide de quiconque pour gérer la situation intérieure de leur pays. De nombreux médias ont parlé de combattants du Hezbollah et des Pasdaran iraniens qui seraient engagés dans la répression des manifestants. C'est tout simplement de la propagande. Mais il est certain qu'ils coopèrent à plein au niveau du renseignement, par exemple.

Il y a d'autres pays impliqués à fond dans la crise syrienne : ce sont les pays du Golfe avec à leur tête le Qatar, puis la Turquie et l'ensemble des pays de l'OTAN. Certains d'entre eux accueillent les groupes armés sur leur sol, d'autres les financent, d'autres encore les entraînent et certains autres leur assurent la couverture médiatique.

Il y a d'autres acteurs de taille, tels que les Russes et les Chinois, mais comme on l'a vu lors du dernier vote du Conseil de Sécurité, leur rôle est surtout de soutien.

Mais il y a aussi, en plus de ces Etats, des mouvances politiques très influentes, telle que les Frères Musulmans et les Salafistes.

(...)

Nawaat: Le massacre à Homs, tuant plus de 200 vies, le plus meurtrier depuis le début des événements vous semble-il suspect ?

A.M - En fait, il s'agit d'un coup monté dans le cadre d'une stratégie globale et concertée où sont intervenus les « *militants syriens* » à l'étranger pour occuper les ambassades et les consulats syriens», l'appel au renvoi des ambassadeurs syriens dans les pays arabes et bien sûr ce massacre de Homs. Alors ce massacre : tous ceux qui ont suivi les télévisions ce jour là ont vu des photos de très nombreuses victimes. La plupart de ces victimes avaient les mains liées derrière le dos et certaines avaient le visage au sol.

Les metteurs en scène nous ont expliqué que c'étaient les victimes des bombardements des bâtiments et des habitations par les blindés et même par l'aviation syrienne. Curieusement ces victimes ne portaient pas de blessures ni même aucune trace de l'effondrement de leurs maisons et habitations. Chacun peut en tirer les conclusions qu'il veut. En tout cas tout au long de la journée du 4 février, de citoyens syriens ont témoigné qu'ils avaient reconnu parmi ces victimes, des proches et des voisins enlevés depuis une semaine et même des mois.

Chacun peut en tirer les conclusions qu'il veut.

(...)

Nawaat: A votre avis, quel serait le véritable poids du CNS (*pro intervention militaire*) et du Comité national de coordination pour le changement démocratique (*contre une intervention et dont on entend rarement parler de lui dans les médias internationaux*) ?

A.M - Le CNS n'a pas une bonne réputation en Syrie justement parce qu'il appelle à l'intervention armée. Les syriens ont une vieille tradition de patriotisme et une haute histoire de résistance à la domination étrangère. Par contre, à l'étranger, il est le chouchou des médias et le partenaire favori des hommes politiques, qui le soutiennent et le financent.

D'ailleurs le CNS n'a pas de représentants à l'intérieur du pays et une de ses composantes, les kurdes, vient de le quitter.

C'est différent dans le cas du Comité de Coordination, parce que ses représentants sont presque tous des militants de l'intérieur du pays, et n'ont qu'un porte-parole à l'étranger, Haytham Manna. Il est tout à fait normal qu'on ne parle pas de ce Comité dans les médias de la propagande et de la désinformation qui soutiennent l'intervention.

(...)

Nawaat: Dernière question : peut-on être pour ou contre le régime de Bachar al-Assad et du Président syrien en lui-même ?

A.M - Ceux qui croient que le départ d'un président résoudrait tous les problèmes du pays, sont tout simplement des idiots. Nous n'avons pas réussi à tirer les leçons des exemples tunisien, égyptien et yéménite et convenir que les lendemains de dictature sont souvent plus difficiles à gérer que la dictature elle-même, parce que les oppositions n'ont pas encore appris à gouverner !

Texte intégral :

<http://nawaat.org/portail/2012/02/07/ahmed-manai-la-ligue-arabe-a-enterre-le-rapport-des-observateurs-en-syrie/>*

* Institut Tunisien des Relations Internationales

<http://tunisitri.wordpress.com/>

<http://www.france-irak-actualite.com/>

3-5 Petit traité de stratégie moyen-orientale. : Lettre à un ami au sujet des événements actuels en Syrie.

Les États-Unis sont en train de détruire la Syrie pour préparer la guerre contre l'Iran.

Et ils veulent faire la guerre à l'Iran parce qu'ils ont perdu en Afghanistan.

Lettre à un ami au sujet des événements actuels en Syrie :

Salut,

Tu sais, je la connais toute la propagande contre la Syrie.

On nous en a fait autant au sujet de la Libye. Regarde maintenant ce qu'il en était, par exemple, des fameux mercenaires de Kadhafi :

C'est la nana d'Amnesty France qui parle : <http://mai68.org/spip/spip.php?article3794>

Et on nous avait fait le même coup avec les Armes de destruction massives de Saddam Hussein (Irak) en 2003 pour justifier la deuxième guerre du Golfe. Et aussi quelques années auparavant, on avait eu le témoignage émouvant d'une jeune femme qui, soit-disant, travaillait dans une maternité au Koweït. Elle prétendit que les soldats de Saddam au Koweït débranchaient les couveuses à bébés prématurés pour les voler (les couveuses) et que les bébés mouraient. Ça a servi à justifier la première guerre du Golfe. Il s'est avéré quand cette guerre fut finie que la jeune femme n'avait jamais travaillé dans aucune maternité, que tout était faux, et que la nana en question était la fille de l'ambassadeur du Koweït aux USA ! pareil pour le faux charnier de Timisoara pour détruire la Roumanie de Ceausescu. Tiens, on a aussi eu droit à un faux charnier à Tripoli, tu te souviens :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article3236>

Je ne crois rien de ce qui peut servir à justifier une intervention militaire occidentale.

Je sais qu'Israël (armée supplétive de l'impérialisme américain au moyen-orient) déteste la Syrie parce que celle-ci soutient le seul mouvement de résistance à l'avoir vaincu (et deux fois, en plus) : le Hezbollah !

Si les magouilles actuelles réussissent à chasser Bachar el-Assad ; alors, c'est Israël qui commandera en Syrie, ou des hommes de main de l'impérialisme américano-sioniste. Et, je ne veux de ça à aucun prix !

Depuis l'élection de Sarko, nos médias sont en grande partie tenus par les sionistes. Ils font donc la propagande qui les arrange. Et tu sais combien de journalistes Sarko a fait virer (même l'indéboulonnable PPD !) ; depuis, Sarko tient les autres journalistes par la peur : au début, les journalistes parlaient de Sarko en l'appelant "l'hyperprésident", ou bien "l'omniprésident", n'osant tout de même pas aller jusqu'à dire "le dictateur" ; mais, depuis longtemps déjà, par peur, ils ont changé d'expression et disent, fort respectueusement, « Le Président Sarkozy » !

<http://mai68.org/spip/spip.php?article3834>

(Syrie, Libye, Iran, Irak, Palestine, Hezbollah, Israël, USA et Afghanistan)

Vidéo : Regardez donc cette courte vidéo destinée à expliquer les guerres du pétrole aux enfants :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article1259> Veuillez cliquer ici SVP, c'est très important !

4 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

4-1 Mohamed Bouhamidi : Guerres de reconquête et de contrôle des routes de l'énergie.

Poutine, les Chinois, la Syrie et nous

Les premières réactions occidentales confirment la place centrale qu'occupent la question syrienne et le veto russe dans les enjeux planétaires actuels.

Dans une sorte d'auto-exorcisme, les médias dominants et les plus grands responsables occidentaux ont escamoté par dénégation la réalité, la consistance et l'autonomie du veto chinois. Ces derniers ont dû réitérer leur position et insister sur les principes constants de respect strict des souverainetés nationales pour que parfois leur position apparaisse dans les infos et dans les commentaires, cependant, sans jamais paraître comme autre chose qu'une position suiviste.

À elle seule, cette dénégation massive et constante mérite une analyse sur la difficulté des Euro-Américains à voir les Chinois autrement que comme des métèques ou une anomalie de l'histoire à corriger au plus vite. Pourtant, la position chinoise a le mieux exprimé, et des façons les plus diverses, la possibilité de sortir de la crise profonde qui frappe le monde capitaliste occidental. Ces positions chinoises sont limpides. Elles affirment que les dirigeants chinois sont parfaitement conscients que la Chine (comme la Russie) est le but ultime des guerres actuelles de reconquête coloniale et de contrôle des routes de l'énergie. Partout, ces guerres visent à contrarier le développement du commerce et la coopération chinoise en Afrique – Mme Clinton a appelé les Africains à contrer le « colonialisme chinois », alors qu'elle cherchait un appui à l'agression de la Libye et à isoler les propositions africaines de dialogue et de négociations pour éviter la guerre civile et l'implosion de la Libye – à lui enlever toute autonomie d'approvisionnement énergétique jusqu'à l'étouffer, à l'encercler de façon à la couper de l'Eurasie... Les responsables chinois avancent aussi qu'il est possible pour l'Occident de garder une place prééminente sans avoir recours à la destruction.

Et de proposer de discuter toutes les ententes possibles pour mettre les avoirs chinois au service du règlement des problèmes actuels. C'est le sens des aides chinoises à la Grèce, au Portugal, où ils ont acheté la dette et racheté des entreprises. C'est le sens des récentes discussions avec Merkel à Pékin et c'est le sens des discussions autour d'un apport chinois au Fonds de stabilisation européen et autour d'un rachat d'une partie de la dette souveraine. L'issue de la crise du capitalisme n'est pas forcément dans la guerre et n'est pas forcément dans un retour au pillage colonial pour combler les abysses des déficits en tous genres et préserver encore quelque temps des niveaux indus mais élevés du profit pour la caste financière qui dirige le monde.

Le message est – répétons-le – limpide : « Nous savons que vous voulez la guerre et la perpétuation de la domination, mais nous vous proposons, au détriment d'une partie de nos intérêts, la paix et la coopération. Mais si vous nous obligez à la guerre nous la ferons sur le périmètre de notre sécurité nationale. » Les Chinois ne cessent de répéter le même message, chaque fois plus amplifié et chaque fois plus ferme autour et à propos de la question syrienne qu'ils ont explicitement reliée à la préparation de la guerre, contre l'Iran. Et des responsables chinois, dont des militaires ont expliqué qu'une agression de l'Iran constituerait un acte de guerre contre la Chine. Encercler la Chine à partir de l'Eurasie et de ses marches asiatiques, contrôler ses approvisionnements en énergie, réduire tous ses alliés potentiels, l'isoler et la réduire à ses seules capacités militaires actuellement insuffisantes, voilà la feuille de route. La réponse chinoise est que la Libye n'était pas dans le périmètre de sa défense et qu'elle a accepté des pertes considérables en Libye car elles n' affectaient pas sa défense immédiate.

En Syrie, la sécurité de la Chine est en jeu. Mardi dernier, le ministre des Affaires étrangères chinois a appelé les Américains à choisir la voie de la coopération et du respect des intérêts mutuels dans la région Asie- Pacifique. L'extrait suivant est un condensé de la politique chinoise pour toute l'Asie jusqu'en Syrie, bien sûr pour qui sait lire : « Il a suggéré que les deux pays travaillent conjointement pour renforcer la confiance stratégique mutuelle, éliminer les barrières et les perturbations, et ouvrir de nouvelles perspectives, afin de permettre à ces deux grands pays d'entretenir des relations saines et de mener une coopération gagnant-gagnant. »

« L'engagement entre les deux pays a prouvé que les relations pacifiques sino-américaines bénéficient aux deux pays », a indiqué M. Yang, qui était ambassadeur de Chine aux Etats-Unis entre 2001 et 2005. « La Chine et les Etats-Unis ont davantage d'intérêts communs dans la région Asie-Pacifique que dans les autres régions du monde. Nous espérons voir les Etats-Unis jouer un rôle constructif dans cette région et, en même temps, nous espérons que la partie américaine respectera les intérêts et les préoccupations de la Chine, a-t-il noté (<http://french.cri.cn/621/2012/03/06/301s272654.htm>).

En faisant dans la dénégation de la position autonome de la Chine, les médias dominants ont continué leur œuvre de bataillons médiatiques disciplinés de la guerre globale que nous mènent l'ancien/nouveau impérialisme. Pour travailler l'imagination et l'émotion des opinions publiques, la Chine ne présente pas les avantages d'un « passé impérial » comme la Russie et ne « travaille » pas la mémoire du bolchévique ni celle de la guerre froide. Le péril jaune est demeuré dans le subconscient une affaire de folklore, d'autant plus léger que la Chine est lointaine, qu'elle accueille les ateliers délocalisés et qu'elle habille tout le monde en plus d'équiper nos maisons. La Chine présente surtout un inconvénient majeur pour le travail de propagande : elle ne possède pas de direction personnalisée et un chef qu'on peut diaboliser comme pour le cas russe. Enfin, et cela reste essentiel, parler de la Chine met en avant la question de l'Etat, alors que pour la Russie, il est si facile d'entraîner les opinions publiques sur les terrains vaseux des despotes, des tsars, des staliniens...

Les positions de la Chine permettaient aux médias dominants de tout ramener à cette question de personnes. Poutine « l'autocrate » soutient le « dictateur » Assad, et pour les deux ainsi qualifiés on pouvait trouver toutes les explications personnelles, familiales, psychologiques... qui éloignent ces opinions publiques des questions politiques, sociales, culturelles et surtout historiques, qui nous auraient éclairés sur les rationalités et les déterminations qui ont mené à telle ou telle forme de pouvoir ou d'Etat. Il était vital pour mener à bien l'agression contre la Syrie de raconter des balivernes sur les motivations de Poutine dans le style : il a opposé son veto pour gagner les élections, avoir une image de fermeté... Le citoyen en mal d'objet pour ses angoisses pouvait dormir tranquille, la grande Russie sommeillait sous les bottes du nouveau tsar. Lavrov et quelques autres responsables ont dû batailler presque aussi ferme que les Chinois pour faire passer quelques infos sur le caractère collégial, le caractère d'Etat du veto russe. Tous durent s'y mettre : de Pushkov à Ziouganov. Pourquoi les responsables occidentaux ne peuvent-ils pas admettre un échec devant leurs opinions ?

Pour n'avoir pas à répondre sur le fond. Et pour pouvoir rebondir. Pendant que se menait aussi la bataille de Syrie, se menait aussi celle des élections. Vous verrez cela aussi pour l'Algérie demain, les médias des milliardaires occidentaux ont tout fait pour amplifier l'image d'élections traficotées d'avance par un autocrate aux abois. Peu importe que les sondages donnent Poutine vainqueur dès le premier tour. Exit les engagements non tenus pris avec le liquidateur Gorbatchev de dissoudre l'OTAN après la dissolution du Pacte de Varsovie, de laisser à la Russie une zone d'influence qui correspondrait à l'ex-Union soviétique...

Bien au contraire, aussi bien en Asie centrale sur ses frontières européennes, l'OTAN encercle la Russie et cherche à la réduire à une colonie en laminant par les politiques des oligarques qu'Eltsine a mis au pouvoir et par les menées d'une révolution de couleur.

L'élection de Poutine au premier tour était un enjeu en soi. Un deuxième tour l'aurait affaibli selon les grilles que nous ont imposées les médias dominants. Les sondages avaient prévenu de la victoire de Poutine. Le peuple russe vient voter pour l'Etat fort que propose Poutine et contre les oligarchies. Dans une dernière bouffée délirante, Sarkozy et Juppé prennent note de la victoire de Poutine – comprenez, ils la lui concèdent – et lui demandent maintenant qu'il est élu, et qu'il n'a donc plus de raison personnelle de soutenir Assad pour des raisons électorales, de changer sur la Syrie. Plus butor que cela tu meurs ! La réponse a été immédiate. La Russie a des raisons d'Etat.

C'est bien la clé qui explique le retour d'un monde multipolaire : le besoin vital d'Etats nationaux liés à leurs nations pour survivre contre une mondialisation capitaliste américaine et dévastatrice.

M. Bouhamidi

13 mars 2012

http://www.jeune-independant.net/index.php?option=com_conten...

URL de cet article 16053

<http://www.legrandsoir.info/poutine-les-chinois-la-syrie-et-nous.html>

4-2 Vladimir Poutine explique sa politique étrangère (1ère partie)

Extrait : La Russie et l'évolution du monde

Samedi 3 mars 2012

Le Réseau Voltaire reproduit l'article que le candidat Poutine a consacré à sa future politique étrangère dans le quotidien *Moskovskie Novosti*. Dans cette 1ère partie, il observe l'érosion du droit international consécutif à la politique d'ingérence des Occidentaux, et livre l'interprétation russe du « printemps arabe

» comme révolution colorée. Il revient sur la catastrophe humanitaire et morale consécutive à l'attaque de la Libye et s'interroge sur les origines du bellicisme occidental en Syrie. Enfin il passe en revue les défis pour la Russie notamment en Afghanistan et en Corée du Nord. Cinq années après son [discours à la conférence de Munich](#), il reste fidèle aux mêmes principes. La Fédération de Russie se pose en garante de la stabilité mondiale et du dialogue des civilisations, sur la base du respect du droit international.

Le printemps arabe : les leçons et les conclusions

Il y a un an, le monde a été confronté à un phénomène nouveau — des manifestations pratiquement simultanées dans de nombreux pays arabes contre les régimes autoritaires. Au départ, le printemps arabe était interprété comme porteur d'espoir de changements positifs. Les Russes étaient du côté de ceux qui aspiraient aux réformes démocratiques.

Cependant, il s'est rapidement avéré que dans de nombreux pays, la situation n'évoluait pas selon un scénario civilisé. Au lieu d'affirmer la démocratie et de défendre les droits des minorités, on a assisté à l'évincement de l'adversaire, à son renversement, une force dominante se trouvant remplacée par une autre force plus agressive.

L'ingérence extérieure, qui s'est rangée du côté de l'une des parties au conflit, ainsi que le caractère militaire de cette ingérence, ont contribué à une évolution négative de la situation. Tant et si bien que certains pays ont éliminé le régime libyen grâce à l'aviation, en se protégeant derrière des slogans humanitaires. Et l'apothéose a été atteinte lors de la scène répugnante du lynchage barbare de Mouammar Kadhafi.

Il faut empêcher de réitérer le scénario libyen en Syrie. Les efforts de la communauté internationale doivent être avant tout axés sur la réconciliation en Syrie. Il est important de réussir à stopper au plus vite la violence, quelle que soit son origine, d'ouvrir enfin le dialogue national, sans conditions préalables, sans ingérence étrangère et en respectant la souveraineté du pays. Cela créerait des prémisses à la mise en œuvre réelle des mesures de démocratisation annoncées par le gouvernement syrien. Le plus important est d'empêcher une guerre civile à part entière. La diplomatie russe a travaillé et travaillera dans ce sens.

Après une expérience amère, nous nous opposons à l'adoption de telles résolutions par le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui seraient interprétées comme un coup d'envoi à une ingérence militaire dans les processus intérieurs en Syrie. Et c'est en suivant cette approche fondamentale que la Russie et la Chine ont bloqué, début février, une résolution qui, par son ambiguïté, aurait encouragé en pratique la violence exercée par l'une des parties en conflit.

A cet égard, étant donné la réaction très violente et presque hystérique au veto sino-russe, je voudrais mettre en garde nos collègues occidentaux contre la tentation de recourir au schéma simpliste utilisé auparavant : en l'absence d'aval du Conseil de sécurité des Nations Unies, formons une coalition des États intéressés. Et à l'attaque.

La logique même d'un tel comportement est pernicieuse. Elle ne mène à rien de bon. En tout cas, elle ne contribue pas au règlement de la situation dans un pays frappé par un conflit. Pire encore, elle déstabilise davantage l'ensemble du système international de sécurité et détériore l'autorité et le rôle central de l'ONU. Rappelons que le droit de veto n'est pas un caprice, mais une partie intégrante de l'ordre mondial consacrée par la Charte des Nations Unies – sur l'insistance des États-Unis, d'ailleurs. Ce droit implique le fait que les décisions auxquelles s'oppose au moins un membre permanent du Conseil de sécurité ne peuvent pas être cohérentes et efficaces.

J'espère que les États-Unis et d'autres pays tiendront compte de cette expérience amère et ne chercheront pas à lancer une opération militaire en Syrie sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations Unies. D'ailleurs, je n'arrive pas à comprendre d'où viennent ces "démangeaisons belliqueuses". Pourquoi manque-t-on de patience pour élaborer une approche collective ajustée et équilibrée, d'autant plus qu'elle commençait à prendre forme dans le projet de résolution syrienne, mentionné plus tôt. Il ne restait plus qu'à exiger la même chose de l'opposition armée que du gouvernement, en particulier de retirer les unités armées des villes. Le refus de le faire est cynique. Si nous voulons assurer la sécurité des civils, ce qui est la priorité de la Russie, il est nécessaire de raisonner tous les camps impliqués dans le conflit armé.

Et il existe également un autre aspect. Il s'avère que dans les pays touchés par le printemps arabe, de même qu'en Irak à l'époque, les sociétés russes cèdent leurs positions acquises au cours des décennies sur les marchés locaux et perdent des contrats commerciaux importants. Et les créneaux vacants sont récupérés par les acteurs économiques des pays qui ont contribué au renversement des régimes en place. On pourrait penser que dans une certaine mesure, ces événements tragiques n'ont pas été motivés par le souci du respect des droits de l'homme, mais par la volonté de redistribuer les marchés. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons bien sûr pas rester les bras croisés. Et nous avons l'intention de travailler activement avec les nouveaux gouvernements des pays arabes afin de rétablir rapidement nos positions économiques.

Dans l'ensemble, les événements dans le monde arabe sont très instructifs. Ils montrent que la volonté d'instaurer la démocratie en utilisant la force peut conduire et conduit souvent au résultat inverse. On assiste à l'émergence de forces, y compris d'extrémistes religieux, qui cherchent à changer la direction même du développement des pays et la nature laïque de leur gestion.

La Russie a toujours eu de bonnes relations avec les représentants modérés de l'islam, dont l'idéologie est proche des traditions des musulmans russes. Et nous sommes prêts à développer ces relations dans les conditions actuelles. Nous sommes intéressés par la dynamisation des liens politiques, commerciaux et économiques avec tous les pays arabes, y compris, je le répète, ceux qui viennent de traverser une période de troubles. De plus, selon moi il existe de réelles conditions permettant à la Russie de conserver à part entière ses positions de leader sur la scène moyen-orientale, où nous avons toujours eu de nombreux amis.

En ce qui concerne le conflit israélo-arabe, la "recette miracle" qui permettrait de régler la situation n'a toujours pas été trouvée. Il ne faut en aucun cas baisser les bras. Etant donné la proximité de nos relations avec le gouvernement israélien et les dirigeants palestiniens, la diplomatie russe continuera à contribuer activement au rétablissement du processus de paix de manière bilatérale et dans le cadre du Quatuor pour le Moyen-Orient, en coordonnant ses actions avec la Ligue arabe.

Le printemps arabe a également mis en évidence l'utilisation particulièrement active des technologies avancées de l'information et de la communication dans la formation de l'opinion. On peut dire qu'Internet, les réseaux sociaux, les téléphones portables, etc. se sont transformés, avec la télévision, en un outil efficace aussi bien de la politique nationale qu'internationale. C'est un nouveau facteur qui demande réflexion, notamment afin qu'en continuant à promouvoir la liberté exceptionnelle de communication sur le web, on réduise le risque de son utilisation par les terroristes et les criminels.

On emploie de plus en plus souvent la notion de "puissance douce" (soft power), un ensemble d'outils et de méthodes pour accomplir des tâches de politique étrangère sans utiliser les armes, grâce à des leviers informationnels et autres. Malheureusement, ces méthodes sont souvent utilisées pour encourager et provoquer l'extrémisme, le séparatisme, le nationalisme, la manipulation de la conscience de l'opinion publique et l'ingérence directe dans la politique nationale des États souverains.

Il convient de faire clairement la distinction entre la liberté d'expression et l'activité politique normale, d'une part, et l'utilisation des outils illégitimes de puissance douce de l'autre. On ne peut que saluer le travail civilisé des organisations humanitaires et caritatives non gouvernementales. Y compris par leurs critiques actives des autorités en place. Cependant, les activités des "pseudo-ONG" et d'autres organismes ayant pour but de déstabiliser, avec le soutien étranger, la situation dans tel ou tel pays, sont inacceptables.

Je veux parler des cas où l'activité d'une organisation non gouvernementale n'était pas motivée par les intérêts (et les ressources) des groupes sociaux locaux, mais était financée et entretenue par des forces extérieures. A l'heure actuelle, il existe dans le monde de nombreux "agents d'influence" des grandes puissances, des alliances et des corporations. Lorsqu'ils agissent ouvertement, il s'agit simplement d'une des formes de lobbyisme civilisé. La Russie dispose également de telles institutions – l'agence fédérale Rossotroudnitchestvo, la fondation Rousski mir (Monde russe), ainsi que nos principales universités, qui élargissent la recherche d'étudiants talentueux à l'étranger.

Mais la Russie n'utilise pas les ONG nationales d'autres pays et ne finance pas ces ONG et les organisations politiques étrangères afin de promouvoir ses propres intérêts. La Chine, l'Inde et le Brésil ne le font pas non plus. Selon nous, l'influence sur la politique nationale et sur l'opinion publique dans d'autres pays doit être exclusivement ouverte. De cette façon, les acteurs agiront de manière la plus responsable possible.

Les nouveaux défis et menaces

L'Iran se trouve actuellement sous les feux des projecteurs. Évidemment, la Russie est préoccupée par la menace croissante du lancement d'une opération militaire contre ce pays. Si cela se produisait, les conséquences seraient vraiment désastreuses. Il est impossible d'imaginer leur véritable ampleur. Je suis convaincu que ce problème doit être réglé uniquement de manière pacifique. Nous proposons de reconnaître le droit de l'Iran de développer son programme nucléaire civil, y compris le droit de produire de l'uranium enrichi. Mais il faut le faire moyennant le placement de toute l'activité nucléaire iranienne sous le contrôle minutieux et fiable de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Si cela fonctionne, on pourra lever toutes les sanctions contre l'Iran, y compris unilatérales. L'Occident s'est laissé emporter par sa tendance à vouloir châtier certains pays. À la moindre contrariété, il engage des sanctions, voire lance une opération militaire. Je voudrais rappeler que nous ne sommes plus au XIXe ni même au XXe siècle.

La situation autour du problème nucléaire nord-coréen est tout aussi sérieuse. En faisant une entorse au régime de non prolifération, Pyongyang exige ouvertement le droit de disposer du nucléaire militaire et a déjà réalisé deux essais nucléaires. Le statut nucléaire de la Corée du Nord est inacceptable pour nous. Nous sommes toujours en faveur de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, par des moyens exclusivement politiques et diplomatiques, et nous appelons au rétablissement des négociations à six. Cependant, de toute évidence, tous nos partenaires ne partagent pas cette approche. Je suis convaincu qu'il faut être particulièrement prudent à l'heure actuelle. Les tentatives pour tester la résistance du nouveau dirigeant nord-coréen, ce qui provoquerait des contre-mesures irréflechies, sont inadmissibles. Rappelons que la Russie et la Corée du Nord ont une frontière commune, et, comme nous le savons, on ne choisit pas ses voisins. Nous poursuivons un dialogue actif avec le gouvernement de ce pays et le développement des relations conviviales, tout en incitant Pyongyang à régler le problème nucléaire. Ce serait évidemment plus facile si l'atmosphère de confiance mutuelle se renforçait sur la péninsule et si le dialogue inter-coréen se rétablissait.

Dans le contexte des passions déchaînées par les programmes nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord, on commence à réfléchir inévitablement à la manière dont les risques de prolifération de l'armement nucléaire apparaissent, et à ce qui les renforce. On a l'impression que les cas devenus plus fréquents d'ingérence étrangère, brutale et même armée, dans les affaires nationales d'un pays, peuvent inciter tel ou tel régime autoritaire (et pas seulement) à se doter de l'arme nucléaire. En pensant que la possession de cette arme les protégerait. Et ceux qui ne la possèdent pas n'ont qu'à attendre une "intervention humanitaire."

Que cela nous plaise ou non, l'ingérence étrangère pousse effectivement vers une telle manière de penser. Et c'est la raison pour laquelle le nombre de pays où les technologies nucléaires militaires sont "à portée de main" ne diminue pas, mais augmente. Dans ces conditions, l'importance des zones affranchies d'armes de destruction massive et créées dans différentes parties de la planète s'accroît. A l'initiative de la Russie, une discussion sur les paramètres d'une telle zone au Moyen-Orient a commencé.

Il faut tout faire pour que personne ne soit tenté d'obtenir une arme nucléaire. A cet effet, les combattants de la non prolifération doivent changer eux-mêmes, notamment ceux qui se sont habitués à punir d'autres pays par la force militaire au mépris de la diplomatie. C'était, par exemple, le cas en Irak, dont les problèmes n'ont fait que s'aggraver après une occupation de près de dix ans.

Si on parvenait enfin à éradiquer les motivations qui poussent les Etats à posséder une arme nucléaire, on pourrait alors rendre le régime international de non prolifération véritablement universel et solide grâce aux traités en vigueur. Un tel régime permettrait à tous les pays intéressés de profiter pleinement du nucléaire civil sous le contrôle de l'AIEA.

Cela serait très bénéfique pour la Russie, car nous travaillons activement sur les marchés internationaux, nous construisons de nouvelles centrales nucléaires avec des technologies modernes et sûres, et nous participons à la création de centres internationaux d'enrichissement d'uranium et de banques de combustible nucléaire.

L'avenir de l'Afghanistan est également préoccupant. Nous avons soutenu l'opération militaire destinée à apporter une aide internationale à ce pays. Mais le contingent militaire international sous l'égide de l'Otan n'a pas rempli la mission assignée. Le danger terroriste et la narcomenace émanant d'Afghanistan

demeurent. En annonçant le retrait de leurs troupes de ce pays en 2014, les États-Unis créent dans ce pays et les pays voisins des bases militaires sans aucun mandat, sans objectif clairement défini ni durée d'activité annoncée. Bien sûr, cela ne nous convient pas.

La Russie a des intérêts évidents en Afghanistan. Et ces intérêts sont parfaitement légitimes.

L'Afghanistan est notre voisin proche, et il est dans notre intérêt que ce pays se développe de manière stable et pacifique. Et surtout qu'il cesse d'être la principale source de la narcomenace. Le trafic de stupéfiants est devenu l'une des principales menaces, il sape le fond génétique des nations tout entières, crée un milieu prospère pour la corruption et le crime et conduit à la déstabilisation de la situation en Afghanistan même. Il est à noter que non seulement la production de stupéfiants afghans ne se réduit pas, mais que l'année dernière, elle a augmenté de près de 40%. La Russie est la cible d'une véritable agression de l'héroïne, qui inflige un immense préjudice à la santé de nos concitoyens.

Étant donné l'ampleur de la menace émanant de la drogue afghane, il n'est possible de lutter contre elle qu'en s'unissant, en s'appuyant sur l'ONU et les organisations régionales – l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) et la CEI (Communauté des États indépendants). Nous sommes prêts à envisager une augmentation significative de la participation de la Russie à l'opération d'aide au peuple afghan. Mais à condition que le contingent international en Afghanistan agisse de manière plus énergique dans notre intérêt également, qu'il s'attelle à la destruction physique des plantations de drogue et des laboratoires clandestins.

Les opérations antidrogue intensifiées en Afghanistan doivent s'accompagner du démantèlement des filières de transport des opiacés sur les marchés extérieurs, de la suppression des flux financiers sponsorisant le trafic de stupéfiants, ainsi que du blocage des fournitures des produits chimiques utilisés pour la fabrication de l'héroïne. L'objectif consiste à mettre en place dans la région un système complexe de sécurité antidrogue. La Russie contribuera réellement à l'unification efficace des efforts de la communauté internationale afin de parvenir à un changement radical dans la lutte contre la narcomenace mondiale.

Il est difficile de faire des pronostics sur l'évolution de la situation en Afghanistan. L'histoire nous enseigne que la présence militaire étrangère ne lui a pas apporté la paix. Seuls les Afghans sont capables de régler leurs propres problèmes. Selon moi, le rôle de la Russie consiste à aider le peuple afghan à créer une économie stable et à améliorer la capacité des forces armées nationales à lutter contre la menace du terrorisme et du trafic de drogue, avec la participation active des pays voisins. Nous ne sommes pas opposés à ce que l'opposition armée, y compris les talibans, se joigne au processus de réconciliation nationale, à condition qu'elle renonce à la violence, reconnaisse la constitution du pays et rompe ses liens avec Al-Qaïda et d'autres organisations terroristes. En principe, j'estime que l'établissement d'un État afghan pacifique, stable, indépendant et neutre est tout à fait réalisable.

L'instabilité ancrée pendant des années et des décennies constitue un terreau fertile pour le terrorisme international. Tout le monde reconnaît qu'il s'agit d'un des plus dangereux défis pour la communauté internationale. Je voudrais souligner que les zones de crise qui engendrent les menaces terroristes se trouvent à proximité des frontières russes, bien plus que de nos partenaires européens ou américains. Les Nations Unies ont adopté une Stratégie antiterroriste mondiale, mais on a l'impression que la lutte contre ce mal n'est toujours pas menée selon un plan universel commun et de manière cohérente, mais dans en réaction aux manifestations les plus aiguës et les plus barbares de la terreur, lorsque l'indignation publique suscitée par des actions provocantes des terroristes atteint son apogée. Le monde civilisé ne doit pas attendre qu'une autre tragédie similaire à celle du 11 septembre 2001 à New York ou de l'école de Beslan se produise pour commencer à agir de manière collective et déterminée.

Toutefois, je suis loin de vouloir nier les résultats obtenus dans la lutte contre le terrorisme international. Ils sont bien tangibles. Ces dernières années, la coopération entre les services de renseignement et les forces de l'ordre de divers pays s'est nettement renforcée. Mais les réserves dans la coopération antiterroriste sont évidentes. Que peut-on dire si jusqu'à présent, une politique de deux poids deux mesures demeure, et qu'en fonction du pays, on perçoit les terroristes différemment, en les considérant comme "mauvais" ou "pas trop mauvais." Certains n'hésitent pas à utiliser ces derniers dans leur jeu politique, par exemple pour déstabiliser des régimes jugés indésirables.

Je dirais également que toutes les institutions de la société – les médias, les associations religieuses, les ONG, le système d'éducation, la science et les entreprises, doivent être pleinement utilisées dans la prévention du terrorisme. On a besoin d'un dialogue interconfessionnel et, dans un sens plus large,

intercivilisationnel. La Russie est un pays multiconfessionnel et nous n'avons jamais connu de guerres religieuses. Nous pourrions apporter notre contribution à la discussion internationale sur ce sujet.

À suivre...

Vladimir V. Poutine

[1] Ces dernières semaines, Vladimir Poutine a publié une série d'articles détaillant ses intentions politiques sur les thématiques principales de sa campagne présidentielle.

[Article sous licence creative commons](#)

Vous pouvez reproduire librement les articles du Réseau Voltaire à condition de citer la source et de ne pas les modifier ni les utiliser à des fins commerciales (licence [CC BY-NC-ND](#)).

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19